

RAPPORT ANNUEL 2022



**GWP-AO
EN ACTION**



La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part du GWP en Afrique de l'Ouest sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, sur la délimitation de ses frontières. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles du GWP-AO ou de ses partenaires.

Publié par : GWP-AO Ouagadougou, Burkina Faso

Droits d'auteur : Mai 2023 / Global Water Partnership en Afrique de l'Ouest (GWP-AO).

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente est interdite sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

ISBN : 978-2-918639-17-6

Disponible auprès de : Service de communication du GWP-AO

05 BP 6552 Ouagadougou 05 - Burkina Faso

Tél : +226 25 36 18 28 - 226 25 37 41 04

Email : gwp.westafrica@gwpao.org

Site web : www.gwpao.org

Coordination : Sidi Coulibaly, Responsable de la Communication et de la Gestion des Connaissances

Crédit photos : Toutes les photographies utilisées dans cette publication sont fournies par :

GWP AO, PNE- Bénin, PNE- Mali, PNE Burkina, PNE Ghana, PNE Niger, JVE et GWPO (Stockholm).

Table des matières

Quelques chiffres en 2022	8
Un Réseau actif qui contribue à relever les défis pour assurer la sécurité en eau en Afrique de l'Ouest	9
Témoignage : des progrès en 2022 et d'importantes opportunités en 2023 pour la sécurité en eau	10
Un engagement constant au service des intérêts des populations	11
Un travail de proximité pour améliorer la qualité de l'information financière et assurer la reddition de compte régulière au GWPO et aux partenaires	12
Rester focalisé pour l'atteinte des objectifs stratégiques avec l'implication de tous	13
Une année pleine d'activités menées malgré quelques contraintes rencontrées	16
Des efforts soutenus avec l'encouragement de l'Etat du Bénin	17
Une communication à point au service de la cause de la sécurité en eau en Afrique de l'Ouest	18
Engagements et réalisations 2022	20
Cadre des résultats	28
Que retenir de la mise en œuvre des activités du GWP-AO en 2022 ?	31
Défis, leçons apprises et recommandations	32
Finances	33
Quelques produits de connaissance	36

Comité de Pilotage



M. Abdoulaye SENE

Président - Sénégal



Prof. Hamma YACOUBA

CEDEAO



Dr. Jacques SOMDA

CEDEAO



Prof. Yahaya NAZOUNOU

Niger



Prof. Koffi Fernand KOUAMÉ

Côte d'Ivoire



M. Samuel APPENTENG

Ghana



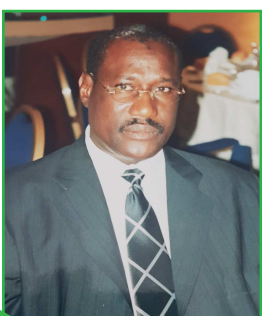
M. Moustapha CONGO

Burkina Faso



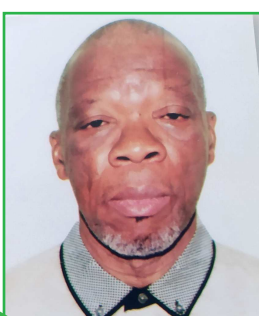
Prof. Adama MARIKO

Mali



Dr. Malal TOURE

Sénégal



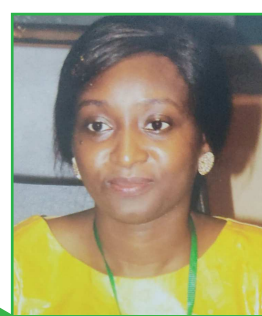
M. Didier ZINSOU

Autorité du Bassin
du Niger



Engr. Magashi UMAR BASHIR

Nigéria



**Mme. Mushiirah Habiiba
Farida KONE**

Réseau des jeunes
du secteur de l'eau
en Afrique de l'Ouest



Mme. Julienne ROUX

GWPO, Suède



M. Abdoukarim ASSAO

UEMOA



**M. Kouassivi Bougonou
DJERI-ALASSANI**

CEDEAO

Comité Technique



Dr. Boubacar BARRY

Sénégal



Pr. Fabien HOUNTONDI

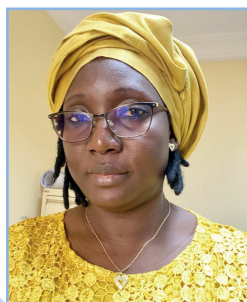
Bénin

Secrétariat Exécutif



M. K. Armand HOUANYE

Secrétaire Exécutif GWP-AO



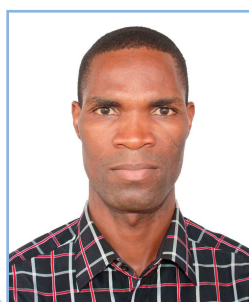
Mme. Aguiratou YARO

*Responsable aux affaires
administratives et financières GWP-AO*



M. Maxime TEBLEKOU

Chargé de Projets GWP-AO



M. Yaovi L. KOGBE

Chargé de programme WACDEP-G - GWP-AO



Mme. Reine Esther OUEDRAOGO

Assistante Administrative, GWP-AO



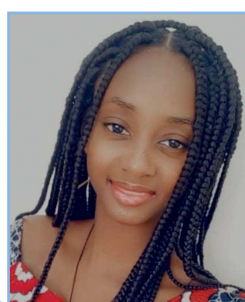
M. Sidi COULIBALY

*Responsable à la Communication et
à la Gestion des Connaissances du GWP-AO*



M. Noufou ZOUNGRANA

Assistant Administration et finances GWP-AO



Mlle. Elza ZOUNGRANA

Stagiaire GWP-AO

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

2ie	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
ABM	Autorité de Bassin du Mono
ABN	Autorité de Bassin du Niger
ABV	Autorité du Bassin de la Volta
AMCOW	Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau
AUE	Association des Usagers d'Eau
BAD	Banque Africaine de Développement
CGRE/CEDEAO	Centre de Gestion des Ressources en Eau de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
DGEF	Direction Générale des Eaux et Forêts
DGH	Direction Générale de l'Hydraulique
DGPPE	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau
DMN	Direction de la Météorologie du Niger
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FME	Forum Mondial de l'Eau/ World Water Forum
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GCF	Green Climate Fund / Fonds Vert pour le Climat
GIC	Gestion Intégrée des Crues
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GWP	Global Water Partnership/ Partenariat Mondial de l'Eau
GWP-AO	Global Water Partnership en Afrique de l'Ouest/ Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest/ Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest
JVE	Jeunes Volontaires pour l'Environnement
MH/A	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
OBT	Organisme de Bassin Transfrontalier
ODD	Objectif de Développement Durable
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PAGIRE	Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PANGIRE	Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PNA	Plan National d'Adaptation
PNE	Partenariat National de l'Eau
PREE	Partenariat Régional pour l'Eau et l'Environnement
PROGIS-AO	Projet de Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest
RAOB	Réseau Africain des Organisations de Bassin
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDG PF	Programme de suivi de la mise en œuvre des ODD
SIE	Secrétariat International de l'Eau
SP/PANGIRE	Secrétariat Permanent du Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Niger
TFTC	Projet TonFuturTonClimat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UICN/PACO	Union Internationale pour la Conservation de la Nature/ Programme Afrique du Centre et de l'Ouest
VFDM	Projet de gestion des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta
WACDEP	Programme Eau-Climat et Développement
WASCAL	Centre Ouest-Africain de Services Scientifiques sur le Changement Climatique et l'Utilisation Adaptée des Terres



A propos de GWP en Afrique de l'Ouest

Le Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO) est la branche régionale du Partenariat Mondial de l'Eau (**GWP- Global Water Partnership**). Il a été officiellement mis en place en 2002 avec pour siège Ouagadougou, Burkina Faso. La vision du Réseau GWP est celle d'un monde où la sécurité en eau est assurée pour tous et sa mission est de faire progresser la gouvernance et la gestion des ressources en eau pour un développement durable et équitable. A cet effet, GWP-AO s'investit à construire des alliances et renforcer les capacités institutionnelles de ses membres afin d'encourager et de fortifier les réseaux de recherche, d'expertise et d'information sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour une gestion durable des ressources en eau.

Le GWP-AO à l'instar du GWP est un Réseau ouvert à toutes les organisations qui se reconnaissent dans les principes de la GIRE. Il comprend les structures étatiques, les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les organisations régionales et internationales, les organismes de bassin, les sociétés et bureaux privés, les usagers de l'eau, les prestataires de services, etc.

Le GWP-AO compte à ce jour dix (10) Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) fonctionnels au : Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Gambie, au Ghana, en Guinée, au Mali, au Niger, au Nigeria et au Sénégal. Dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest qui ne disposent pas encore d'un PNE fonctionnel, le Réseau opère en s'appuyant sur des partenaires

Remerciements

Le GWP-AO est reconnaissant à l'Organisation Partenariat Mondial de l'Eau (GWPO) ainsi qu'aux partenaires pour leur appui financier et contributions en nature qui aident à mettre en œuvre son plan de travail, ses projets et programmes. Le Réseau régional tient à remercier tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à ce rapport annuel.

Quelques chiffres marquants en 2022

6 projets et programmes en cours de mise en oeuvre



Un budget global de
1 538 025 €
(**1 008 878 265 FCFA**)



• Près de **3 millions** de personnes impactées dans 8 pays

11 processus formels de participation multipartite facilités au nom d'une institution compétente



2 instruments de gestion officiellement utilisés par les gestionnaires de l'eau et les décideurs



6 engagements budgétaires des pays riverains à l'appui des accords de coopération **transfrontière** convenus

9 institutions nationales compétentes soutenues dans l'élaboration et la mise en œuvre de **politiques, de cadres juridiques et/ou de plans** basés sur la GIRE



14 institutions infranationales compétentes soutenues dans le développement et la mise en œuvre de **politiques, statuts et/ou plans basés sur la GIRE**



7 institutions compétentes soutenues dans l'intégration des composantes de l'eau prenant en compte le **genre** dans la planification du développement et les processus de prise de décision

100 institutions mandatées soutenues dans le développement des **capacités et des projets d'accès au financement**



9 institutions mandatées ayant reçu un appui pour l'élaboration et la mise en œuvre d'arrangements pour la gestion des eaux **transfrontières**



11 initiatives capitalisées et publiées sont formes d'études de cas

Un Réseau actif qui contribue à relever les défis pour assurer la sécurité en eau en Afrique de l'Ouest

J'ai rejoint le Réseau Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) à un moment charnière, quand son démembrement en Afrique de l'Ouest célébrait ses 20 ans d'existence suite à sa mise en place officielle en mars 2002 à Bamako. Vingt ans, c'est à la fois la pleine jeunesse mais aussi une période propice d'apprentissage de son parcours et de consolidation de ses acquis et surtout de projection sur l'avenir. L'année 2022 s'annonçait très chargée et symbolique pour tous les acteurs du secteur de l'eau en Afrique de l'Ouest avec, pour la première fois, la tenue du **Forum Mondial de l'Eau (FME)** dans notre région.

J'ai eu l'honneur d'avoir été porté par mon pays, le Sénégal, à la tête de la coordination de l'organisation et de la bonne tenue du 9^{ème} FME du 21 au 26 mars 2022 à Dakar. Des années de préparation, d'échanges, de collaboration de toutes sortes qui ont permis le bon déroulement de l'évènement mondial qui a mobilisé près de 13 000 participants malgré notamment les défis de la pandémie sanitaire de Covid-19.

La préparation et le déroulement du 9^{ème} FME ont constitué des moments très forts dans le positionnement du Réseau GWP-AO, qui avec le Secrétariat mondial du GWPO et le PNE - Sénégal s'est retrouvé comme un moteur essentiel du secteur de l'eau en Afrique et dans le monde. L'engagement du GWP-AO de maintenir le flambeau haut pour le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration "Blue Deal sur la sécurité en eau pour la paix et le développement" issue du 9^{ème} FME de Dakar est une offre de bonne conscience des enjeux régionaux, continentaux et mondiaux pour aider les communautés et les Etats à réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD) en particulier l'ODD 6 qui vise à garantir un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement ainsi qu'à assurer une gestion durable des ressources en eau d'ici 2030.

Le portefeuille des opérations du GWP-AO permet de mobiliser et de créer les synergies nécessaires avec les acteurs stratégiques pour contribuer à faire tous les jours des pas vers la réalisation des aspirations profondes des populations en collaboration et ensemble avec les acteurs appropriés à tous les niveaux y compris des collectivités locales, des pays, des bassins hydrographiques, des organisations de coopération et d'intégration ainsi que du Continent africain et du Monde.

Ensemble avec vous, nous continuerons de porter haut la représentation du GWP en Afrique de l'Ouest en tissant sur les progrès réalisés au quotidien par les différents partenaires avec lesquels nous sommes en interaction.

C'est le lieu pour moi de remercier tous les acteurs et partenaires pour les différentes sollicitations d'une part, et d'autre part leur renouveler mes meilleurs vœux d'une très bonne et heureuse année 2023. Le Secrétariat Exécutif et moi-même apprécions à sa juste valeur votre accompagnement et soutien au titre de 2022. Le GWP en Afrique de l'Ouest sous mon leadership se tient à votre disposition pour apporter la contribution du Réseau mondial GWP à la réalisation des ambitions fixées par les plus hautes autorités dans le secteur de l'eau pour notre région l'Afrique de l'Ouest.

Mes félicitations et encouragements à la dynamique équipe du Secrétariat Exécutif du GWP-AO. Ce rapport 2022 est le reflet de notre engagement de continuer à faire plus et mieux avec l'ensemble de nos partenaires pour la sécurité en eau pour tous et partout en Afrique de l'Ouest.

Abdoulaye SENE
Président GWP-AO

Témoignage : des progrès en 2022 et d'importantes opportunités en 2023 pour la sécurité en eau

Je tiens à exprimer ma gratitude et adresser mes sincères félicitations au GWP en Afrique de l'Ouest et à ses partenaires pour leur mobilisation en 2022 ; afin de renforcer la sécurité en eau dans la région et dans le monde.

Il ne m'est pas possible ici de lister tous les résultats atteints ; permettez-moi donc d'en citer quelques-uns. L'année a été marquée par l'organisation réussie du Forum mondial de l'eau au Sénégal, un temps capital de notre progrès vers la sécurité en eau, et le GWP a été pleinement mobilisé pour faire de cet événement un succès et soutenir la participation des acteurs de l'Afrique de l'Ouest. Le GWP a également maintenu une collaboration étroite et efficace avec les institutions régionales et nationales et avec tous les partenaires, et a soutenu des processus de gouvernance et l'action en matière de sécurité en eau et de résilience climatique dans la région. Le GWP s'est engagé également auprès des communautés sur le terrain pour améliorer à la fois les conditions de vie et les perspectives des populations et la santé de l'environnement. De mon point de vue, la combinaison du travail du niveau local jusqu'aux niveaux national, régional et mondial est réellement l'une des principales forces du GWP en Afrique de l'Ouest : notre soutien à l'amélioration des politiques et des investissements s'appuie sur l'expérience acquise sur le terrain, et vice-versa.

En ce qui concerne 2023, nous avons une année chargée devant nous. Il y a d'importantes opportunités pour amener les

changements nécessaires, à commencer par les agendas mondiaux, notamment la [Conférence des Nations Unies sur l'eau en mars 2023 à New York](#), la revue mondiale de l'ODD 6 et la prochaine COP sur le climat. La communauté de l'eau doit se saisir de ces occasions pour mobiliser le leadership politique et les ressources nécessaires à une action accrue en faveur de la sécurité en eau. Le Programme pour les investissements pour l'eau en Afrique va s'accélérer, avec la publication du rapport de son Panel de haut niveau, ouvrant la voie à une mobilisation accrue des investissements sur le continent. Au niveau régional, le GWP en Afrique de l'Ouest continuera de contribuer aux processus de gouvernance dans la région, en soutenant les institutions et les parties prenantes, et en faisant progresser l'équité du genre et la participation des jeunes.

En conclusion, je souhaiterais souligner que l'Afrique de l'Ouest, et le reste du monde, sont confrontés à des défis importants en matière de développement économique, de stabilité et de changement climatique. Le GWP a un rôle important à jouer dans la Région pour aider à faire de la gestion de l'eau un moteur de la sécurité en eau, de la paix, de la prospérité, de la durabilité et de la résilience à long terme. Nous serons à vos côtés pour remplir ce rôle !

Julienne ROUX

Chargée du Réseau GWP pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest,
Secrétariat mondial, GWPO

Un engagement soutenu au service des intérêts des populations

En 2022, le Secrétariat Exécutif du GWP-AO a été de plusieurs fronts pour conforter son combat pour la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique à tous les niveaux en Afrique de l'Ouest.

En tout, ce sont au moins six importants projets, programmes et initiatives mis en œuvre en plus de quatre autres en préparation qui ont mobilisé les énergies et nécessité un suivi de proximité avec un engagement soutenu vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, les douze mois de l'année 2022.

Il s'agit notamment :

- du **Programme Eau Climat Développement et Egalité des genres** (WACDEP-G en Afrique) avec le financement de l'Agence de la Coopération Autrichienne pour le Développement (ADA) ;
- du **Projet Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta** (VFDM) avec l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) et l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) financé par le Fonds d'Adaptation (FA) ;
- du **Projet Mekrou Phase 2 Niger** financé par l'Union européenne (UE) à travers la Délégation à Niamey au Niger pour appuyer la mise en œuvre de la GIRE dans la portion nigérienne du sous-bassin de la Mékrou ;
- du **Projet TonFuturTonClimat phase 2 (TFTC 2)** financé par le Gouvernement du Québec, le GWPO, la Direction du développement et de la Coopération Suisse (DDC), l'Agence Eau Picardie Artois dans trois pays pour appuyer les jeunes des milieux ruraux et péri urbains à être des entrepreneurs agricoles dans leur communauté pour un développement durable résilient au changement climatique sous la coordination du GWP-AO et du Secrétariat International de l'Eau (SIE) avec les PNE (Bénin et Burkina) et l'ONG JVE au Togo ;
- du **Projet Partenariat Régional pour l'Eau et l'Environnement (PREE)** en Afrique centrale et occidentale sous la coordination du Programme Afrique Centrale et Occidentale de l'Union Internationale pour

la Conservation de la Nature (UICN/PACO) avec le financement de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Asdi) ;

- de **l'initiative d'appui à la mise en œuvre des activités du plan d'action de GIRE** de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ainsi que d'autres initiatives du Centre de Gestion des Ressources en Eau (CGRE) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

A ces six initiatives, il faut noter la grande somme d'actions qui se mènent dans le cadre du Programme annuel de base (CORE) tout comme beaucoup d'efforts déployés dans le développement et/ou le suivi d'initiatives conjointes en construction comme :

- le **Projet Inverser la dégradation de l'eau et des écosystèmes dans le bassin de la Volta** (REWARD Volta), une initiative dont le lancement aura lieu dans le premier semestre de 2023 avec l'UICN, l'ABV et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Ce dernier a signé avec le GWP-AO en fin d'année un accord d'un montant de plus de deux millions de dollars pour la mise en œuvre du projet sur une période de cinq ans ;
- de **l'Initiative régionale pour l'eau et l'environnement dans le bassin transfrontalier de la rivière Mono (IREE-Mono)** soumise au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) avec pour partenaires d'exécution l'Autorité du Bassin du Mono (ABM), l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), le GWP-AO avec l'UICN comme agence de mise en œuvre ;
- le **Projet Vers un bouclier aux risques climatiques dans le bassin du fleuve Mono** : Renforcement de l'adaptation et de la résilience au changement climatique par la gestion intégrée des ressources en eau et des inondations (BOUCLIER-CLIMAT/Mono), soumis au Fonds d'Adaptation avec l'OSS comme entité de mise en œuvre ainsi que l'ABM et le GWP-AO comme entités régionales d'exécution.

De nombreuses autres initiatives ont été proposées, mais dont le suivi nécessite des efforts importants du staff du Secrétariat Exécutif.

Le Secrétariat Exécutif est aussi resté vif et éveillé sur le rapportage et la bonne exécution financière de toutes les activités tout comme la visibilité du GWP-AO et la capitalisation des différentes actions.

La forte pression sur le personnel en 2022 va se poursuivre en 2023 malgré les bonnes perspectives de recrutement pour la faire baisser un tant soit peu.

C'est le lieu pour moi de remercier de tout cœur tous nos partenaires financiers et techniques dont les soutiens nous permettent de réaliser les résultats que nous présentons dans ce rapport, qui s'identifie comme un résultat d'effort collectif.

K. Armand HOUANYE,
Secrétaire Exécutif GWP-AO

Un travail de proximité pour améliorer la qualité de l'information financière et assurer la reddition de compte régulière au GWPO et aux partenaires

2022 a commencé pour nous avec le défi d'amélioration continue de la qualité du rapportage financier avec les informations provenant des pays. Pour cela il a fallu être créatif pour des solutions simples et efficaces. Ainsi, au cours de l'année 2022, le service administratif et financier a demandé aux pays de soumettre un rapport financier mensuel. Cette approche a permis de minimiser considérablement les retards dans le traitement comptable des données provenant des pays.

2022 s'achève sur une note de satisfaction personnelle du travail accompli par le service administratif et financier, qui a maintenu des échanges réguliers avec les collaborateurs et partenaires au niveau des pays sur les difficultés rencontrées. Il s'en est résulté une amélioration significative de la qualité des informations reçues (rapports financiers et pièces justificatives) des pays.

En fin d'année, le service administratif et financier a entamé le processus de recrutement d'un nouvel auditeur, mais le processus n'a pu se terminer

tout comme la mise à jour du manuel de procédures pour des contraintes de temps. Ces deux processus sont inscrits au rang des priorités de l'année 2023.

A retenir de 2022

- Le système de rapportage mensuel et les échanges réguliers ont facilité le travail aux plans administratif et financier avec les pays en 2022.
- Les rapports trimestriels et annuels au Secrétariat mondial du GWPO ainsi que les rapports spécifiques à certains partenaires financiers tels que la DUE Niger, l'OMM, le SIE ont été élaborés et transmis dans les délais convenus.
- Les missions d'audit des comptes ont été préparées et conduites tant au niveau des pays qu'au niveau du Secrétariat Exécutif régional à la satisfaction de tous.

Aguiratou YARO/OUEDRAOGO
Responsable aux affaires administratives et financières, GWP-AO

Rester focalisé pour l'atteinte des objectifs stratégiques avec l'implication de tous

En 2022, j'ai eu au niveau du Secrétariat Exécutif régional la charge de coordonner la mise en œuvre des activités de trois opérations dont le Projet VFDM, le Projet Mékrou Phase 2 Niger et le Projet TFTC 2.

Dans le cadre du Projet « Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta » (VFDM), avec l'ensemble des partenaires impliqués (OMM, ABV, Fondation CIMA et les six Etats riverains) nous avons pu :

- élaborer le profil des risques des inondations et de la sécheresse du bassin de la Volta mettant en exergue les impacts des inondations et de la sécheresse dans les conditions climatiques actuelles et futures tout en tenant compte des projections de la population ;
- **sensibiliser les acteurs nationaux et régionaux sur le profil des risques des inondations et de la sécheresse** dans le bassin de la Volta ;
- finaliser la démarche méthodologique et organiser les ateliers **nationaux d'élaboration de la stratégie de réduction et de gestion des risques des inondations et de la sécheresse** dans le bassin de la Volta ;
- renforcer les capacités des acteurs du bassin sur **l'utilisation de la plateforme de prévision et d'alerte aux inondations et à la sécheresse du bassin de la Volta VoltAlarm** ;
- installer six (06) stations météorologiques automatiques dans les portions nationales du bassin pour une meilleure connaissance des risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin ;
- élaborer **le manuel de formation sur la dissémination, l'aide à la décision, la réponse aux alertes aux inondations et à la sécheresse en vue de** l'organisation du

cours en ligne sur la thématique aux profits des professionnels du bassin de la Volta.

Tout ceci a été rendu possible grâce à une synergie d'actions des acteurs dont on peut retenir les principales leçons suivantes :

- l'implication des pays dans la conception et la mise en œuvre des activités dans le bassin à travers des ateliers nationaux et régionaux est très importante pour s'assurer de leur participation effective aux processus de développement mais aussi de l'appropriation des résultats qui en découlent ;
- les services nationaux disposent des connaissances importantes à capitaliser et valoriser pour l'élaboration des documents techniques ainsi que dans la mise en œuvre des activités à tous les niveaux dans le bassin ;
- Les actions soutenues de sensibilisation notamment au profit des décideurs facilitent le développement des actions nécessaires pour améliorer les conditions de vie des communautés du bassin, tout en tenant compte du contenu du profil des risques d'inondations et de sécheresse.

Personnellement, ma participation au processus de développement du module de cours sur la dissémination, l'aide à la décision, la réponse aux alertes aux inondations et à la sécheresse m'a permis de renforcer mes connaissances et de mieux appréhender les réalités des pays en matière de gestion des risques des inondations et de la sécheresse.



S'impliquer pour la bonne gestion de la portion nationale d'un sous bassin transfrontalier au profit des collectivités

La mise en œuvre des activités du Projet Mékrou Phase 2 Niger a permis entre autres :

- de finaliser puis de faire adopter par les **autorités compétentes régionales le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du sous-bassin de la Mékrou au Niger** ;
- **d'élaborer des plans d'actions de gestion intégrée des ressources en eau des sites pilotes du sous-bassin de la Mékrou au Niger** ;
- de renforcer le dispositif de collecte et de gestion des données hydrométéorologiques pour une meilleure connaissance et un suivi continu des ressources en eau dans le sous bassin de la Mékrou au Niger ;
- de renforcer **les capacités des acteurs du sous bassin de la Mékrou au Niger sur (i) la GIRE et sa prise en compte dans les outils de planification et de développement ; (ii) l'aménagement des écosystèmes pour l'adaptation au changement climatique ; (iii) la prévention et la gestion des conflits liés à l'eau et aux ressources naturelles** ;
- de réaliser des travaux d'aménagement et de réhabilitation des ouvrages d'eau pour la protection et une utilisation judicieuse et durable des ressources naturelles du sous bassin de la Mékrou au Niger.

Les leçons tirées de la mise en œuvre des activités du Projet Mékrou Phase 2 Niger se résument comme suit :

- l'implication des autorités communales et des services déconcentrés de l'Etat dans la mise en œuvre des activités est gage du suivi participatif effectif de la mise en œuvre des actions sur le terrain et de l'atteinte des résultats attendus dans les délais impartis ;
- le renforcement des acteurs sur la GIRE doit s'inscrire dans le temps et dans un processus en vue d'une opérationnalisation effective de la GIRE dans le sous bassin de la Mékrou au Niger ;
- l'opérationnalisation de l'approche GIRE dans le sous bassin de la Mékrou nécessite des ressources financières importantes et il faudra mettre en place des mécanismes appropriés pour la mobilisation des dites ressources en se basant sur les principes de la GIRE tels que préleveur-payeur et pollueur payeur aux niveaux national et local.

Impliquer nécessairement les jeunes pour un développement harmonieux durable

La mise en œuvre des activités de trois projets pilotes, dans le cadre du projet TonFutur-TonClimat phase 2 (TFTC2), a constitué des moments d'échanges et de valorisation des capacités et compétences de la frange jeune dans les localités ciblées. On peut retenir comme leçons apprises que :

- les jeunes constituent des acteurs clés qui nécessitent d'être soutenus pour devenir des moteurs de la sécurité en eau et de la résilience climatique au niveau local ;
- l'eau est un facteur très important pour le développement des activités socio-économiques au niveau des communautés locales comme au niveau national.

Être stratégique pour avancer malgré les difficultés.

Pour toute activité ou tout processus conduit(e) au cours de l'année 2022, nous avons essayé dans un premier temps, d'identifier les acteurs concernés ainsi que ceux pouvant apporter une expertise dans la mise en œuvre. Ensuite, il a été développé la note conceptuelle de l'activité, qui est validée avec les différentes parties prenantes identifiées au préalable. Pour finir, les différentes parties prenantes sont au cœur de la mise en œuvre



des activités ou de la conduite du processus. L'amélioration des services d'accès à l'internet facilite la tenue de réunions virtuelles ainsi que la mobilisation et la participation effectives des différents acteurs à la mise en œuvre des activités.

La situation sécuritaire critique dans certaines localités n'est pas de nature à faciliter la mise en œuvre de certaines activités pourtant indispensables à l'amélioration du bien-être des populations qui y vivent. Il y a lieu de recourir à des stratégies alternatives de mise en œuvre en s'appuyant dans la mesure du possible sur des ressources et l'expertise locales.

Perspectives pour 2023

Des chantiers importants dans le cadre du Projet VFDM, entamés en 2022, devront être finalisés au cours du premier semestre de 2023. Il s'agit notamment de :

- l'organisation du cours en ligne sur la dissémination, l'aide à la décision, la réponse aux alertes précoces aux inondations et à la sécheresse dans le bassin de la Volta ;
- l'élaboration du plan d'action pour l'amélioration de la participation des femmes et autres couches vulnérables dans la gestion des inondations dans le bassin de la Volta ;
- l'organisation d'un atelier régional de formation des professionnels du bassin de la Volta sur les différentes étapes d'un Système d'Alerte Précoce de Bout en Bout pour les inondations et la sécheresse.

Les Projets Mékrou Phase 2 Niger et **TFTC 2 affichent un bon niveau d'exécution des activités** planifiées avec une accentuation en fin d'année de la mise en œuvre des actions prioritaires d'impact sur la vie des bénéficiaires dans les sites pilotes. Ces deux projets seront clôturés d'ici la fin du premier semestre de 2023.

Je saisis cette occasion de bilan annuel pour rendre un hommage et exprimer ma profonde gratitude à tous les acteurs de tous les niveaux ayant contribué de près ou de loin à faciliter la mise en œuvre des différentes activités :

- PNE-Bénin, PNE-Burkina Faso, l'ONG JVE Togo pour la mise en œuvre des activités du Projet TFTC2 ;
- services nationaux de la météorologie et d'hydrologie et de la protection civile des pays du bassin de la Volta pour la mise en œuvre du Projet VFDM ;
- PNE-Niger, Communes, MHA ainsi que les structures nationales, régionales et départementales impliquées dans la mise en œuvre du projet Mékrou Phase 2 Niger ;
- ABV pour la mise en œuvre du Projet VFDM ;
- OMM, SIE, Fondation CIMA, CapNet, UE, DUE-Niamey, etc.

Maxime TEBLEKOU
Chargé de Projets GWP-AO



Visite réalisation du parc agroforestier de Komki Ipala, Burkina Faso

Une année pleine d'activités menées malgré quelques contraintes rencontrées

En tant qu'Assistante Administrative, mes tâches portent entre autres sur la gestion du standard, la gestion du courrier, la préparation des missions du personnel, le classement des documents, l'appui à l'exécution des tâches administratives, l'appui à la mise en œuvre des activités des différents projets et programmes, l'appui à l'organisation des rencontres statutaires.

En 2022, les activités majeures menées ont porté entre autres sur l'appui à l'organisation d'une série de six ateliers du projet VFDM, tenus dans les six pays du bassin de la volta, d'un atelier conjointement organisé par le GWP-AO, la CEDEAO et l'UEMOA, des ateliers techniques dans le cadre du VFDM et **la rencontre du Comité de Pilotage du GWP-AO d'août 2022**, tenus à Ouagadougou et l'organisation de différentes missions du Président du GWP-AO, du personnel du GWP-AO ainsi que des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des activités de programmes et projets (WACDEP-G, PREE, TFTC 2, Projet Mékrou 2 Niger, VFDM, CORE). L'appui à la participation de la région **aux Journées des régions du GWP (Regional Days)** organisées chaque année par Stockholm a été un des moments de mobilisation tout comme la gestion des invitations à des rencontres reçues de nos partenaires.

Tout ceci nécessite un degré élevé d'attention et de concentration ayant permis de mener à bien l'ensemble

des activités. Il est à noter, cependant que lors de la mise en œuvre de certaines activités, l'absence de feuille de route claire a abouti à des retards avec des moments de pression intense nécessitant une réorganisation.

Compte tenu de la nature du travail du partenariat conçu sur une base bénévole, toutes les réactions des partenaires sont importantes à prendre en compte pour avancer. Les retours de dernière minute ou l'absence de retours constituent des moments de blocage qui peuvent occasionner des retards dans la mise en œuvre des activités.

Un bon accès à l'internet est fondamental pour la réalisation de travail en partenariat. En 2022, l'installation de la fibre optique dans les bureaux a permis d'améliorer la qualité de la connexion internet et de réduire les coûts. Mais des améliorations sont encore souhaitées car il y a eu des ruptures de connexion lors d'importantes rencontres en ligne avec des partenaires.

Je crois que la reprise de la visite médicale du personnel en 2022 après plusieurs années d'interruption est à relever parmi les éléments importants de collaboration avec l'ensemble des collègues du Secrétariat exécutif.

Le souhait est que nous puissions mobiliser plus de ressources financières pour faire face aux contraintes budgétaires qui entravent quelques fois la bonne exécution des tâches.

Reine Esther OUEDRAOGO/SOME
Assistante Administrative, GWP-AO



Des efforts soutenus avec l'encouragement de l'Etat du Bénin

Le Secrétariat Exécutif du PNE Bénin au cours de l'année 2022 s'est investi dans le développement de nouveaux partenariats, la réalisation de certaines études thématiques relatives à la prise en compte du genre dans les investissements pour la sécurité en eau et la résilience climatique ainsi que l'appui à la mise en œuvre d'actions concrètes de GIRE.

Pour la mise en œuvre des activités développées en 2022, le PNE Bénin identifie d'abord l'ensemble des parties prenantes et les associe à la préparation et au déroulement desdites activités. Ainsi, **la mise en œuvre des activités de WACDEP-G** a été faite avec des structures partenaires identifiées au début du programme à travers des points focaux désignés par ces structures. Des groupes thématiques de travail ont aussi été constitués pour suivre la réalisation et la validation des rapports d'études et autres livrables des consultants. Selon la même approche, les actions du TFTC 2 ont mobilisé les structures déconcentrées de l'Etat telles que celles des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de l'eau, des forêts etc. ; mais aussi des organisations de la société civile avec qui des synergies d'actions ont été développées.

Par exemple, Le PNE Bénin en synergie d'action dans la zone de mise en œuvre du projet de démonstration du WACDEP-G et avec l'appui financier de l'USAID a renforcé les capacités des femmes agricultrices sur le leadership féminin et l'engagement des femmes en matière de prévention de l'extrême violence. Aussi, les principaux partenaires techniques sont-ils fortement impliqués dans la mise en œuvre des activités et leur expertise mise à contribution pour l'accompagnement des bénéficiaires ; c'est le cas de la mission de suivi technique et d'étude d'alimentation en eau des superficies emblavées par **les femmes agricultrices bénéficiaires de l'initiative d'appui à l'autonomisation des femmes agricultrices pour le renforcement de la résilience climatique des communautés locales du micro-bassin de Tchoutchoubou au Nord Bénin**. Ladite mission a été conduite par le Chef de la Cellule Communale de l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA) de Tanguéta.

L'ensemble de ces actions ont permis de tirer

les leçons suivantes :

- la concertation et l'implication des acteurs locaux, dans les différentes phases du projet de démonstration du programme WACDEP-G, ont contribué au succès des actions menées ;
- la facilitation des travaux de maraîchage et de l'accès à la terre a entraîné une forte adhésion des femmes aux activités agricoles en vue de leur autonomisation ;
- l'engagement des autorités locales dans la mise en œuvre d'un projet est un gage de succès pour l'atteinte des résultats escomptés ;
- la mise en œuvre des projets pilotes en terme d'adaptation au changement climatique, de lutte contre la pollution, de restauration des écosystèmes etc., constitue des opportunités tant d'implication que de création d'emploi pour les jeunes.

En 2022, le PNE a apprécié la bonne collaboration avec les structures étatiques qui ne manquent pas d'associer en retour le PNE dans tout ce qui touche à la GIRE, la Gouvernance, etc. Tout ceci à cause de l'expérience capitalisée par le PNE en matière de promotion de la GIRE, de l'intégrité, de la gouvernance notamment.

L'insuffisance de ressources financières pour la mise en œuvre de certaines activités notamment l'appui aux actions des plans d'actions des Comités locaux de l'eau (CLE) et le fonctionnement du Secrétariat Exécutif du PNE Bénin est un défi sur lequel le PNE continue de se battre. A cet effet, le PNE Bénin est engagé dans la recherche de nouveaux partenaires pour accompagner les activités du Réseau ainsi que la conception d'un centre de ressources de gestion des connaissances du secteur de l'eau au Bénin.

La reconnaissance du Bénin pour un engagement constant

Depuis la mise en place du PNE Bénin, il a été toujours l'hôte de la représentation nationale de l'Agence panafricaine Eau Assainissement en Afrique (EAA). Après 20 ans d'existence, le PNE-Bénin a engagé la démarche d'autonomisation qui, lui a permis de conduire un plaidoyer qui a abouti à l'endroit du Ministère en charge de l'eau afin qu'un local soit mis à la disposition du Réseau national du secteur de l'eau.

Désormais, les bureaux annexes du PNE Bénin seront localisés dans l'enceinte de la Direction Générale de l'Eau suite à l'aménagement desdits locaux. Ceci participe du renforcement de la bonne collaboration qui existe déjà entre l'administration publique à travers notamment les ministères sectoriels en lien avec l'eau et le PNE Bénin.

Secrétariat Exécutif du PNE Bénin

Une communication à point au service de la cause de la sécurité en eau en Afrique de l'Ouest

GWP en Afrique de l'Ouest se positionne depuis de nombreuses années comme l'organisation d'appui aux institutions régionales et aux pays pour la sécurité en eau dans la région, aussi, sa communication accompagne cette mission de positionnement.

En 2022, les efforts ont consisté à maintenir haut les ambitions de communication et de partage des connaissances dont l'élément marquant a été la publication de « **L'action partenariale pour la sécurité en eau et la résilience climatique des populations et des écosystèmes en Afrique de l'Ouest : onze études de cas** », un document qui capitalise autant d'initiatives dans la région. Plusieurs autres initiatives de documentation ont été initiées et devraient connaître leur finalisation en 2023.

Dans le cadre du projet VFDM, un film d'information et de sensibilisation en plus des synthèses sous forme de fiches sur le profil des risques d'inondation et de sécheresse dans le bassin de la Volta sont en cours de finalisation.

Dans le cadre du Projet Mékrou Phase 2 Niger, une affiche d'information sur les résultats à mi-parcours du projet a été produite à l'occasion du Forum Mondial de l'Eau en mars 2022 à Dakar. Un document de fiche synthèse **du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du sous bassin de la Mékrou au Niger** est en cours de finalisation. Les réflexions sont aussi en cours pour la réalisation d'un film et d'une brochure de capitalisation d'ici la clôture du projet en juin 2023.

Le Forum Mondial de l'Eau a donné l'occasion également de produire pour le projet TFTC, un film d'information sur les résultats de la première phase au Bénin et un poster sur le projet.

Sans être exhaustives, ce sont là quelques actions de capitalisation en plus de tous les efforts, au quotidien, d'animation des différentes plateformes de communication du GWP-AO ([Twitter](#), [Facebook](#), [LinkedIn](#)) pour faire passer les informations sur les différentes activités du Réseau Régional et des Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) ainsi que le partage des informations venant de nos différents partenaires dans la région et dans le monde.

Le rapportage mensuel pour communiquer les informations du niveau régional avec le Secrétariat mondial du GWPO à Stockholm a été assuré avec efficacité tout comme la mise à jour régulière du site Web ainsi que la production et la diffusion à tous les partenaires du **bulletin d'information mensuel L& Chronique**.

Dans le domaine de la communication, GWP-AO accompagne les partenaires régionaux et nationaux dans le besoin et/ou selon la demande. Ceci rentre dans le cadre du renforcement des liens de collaboration et de contribution à la réalisation de la mission de partenariat ouvert, inclusif, transparent et disponible pour tous les acteurs de tous les niveaux.

L'effort de communication, de capitalisation et d'accompagnement à toutes les initiatives de collaboration va se poursuivre en 2023 selon les besoins et les perspectives.

Sidi COULIBALY

Responsable à la Communication et à la Gestion des Connaissances, GWP-AO

Zoom sur la protection et l'utilisation judicieuse et durable des ressources naturelles du sous bassin de la Mékrou au Niger via la mise en œuvre d'initiatives pilotes

Les initiatives pilotes s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des actions prioritaires du **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)** de la portion nigérienne du sous-bassin de la Mékrou dans chacune des trois communes (Kirtachi, Tamou et Falmey). Elles ont fait l'objet de validation par les parties prenantes dudit sous bassin lors d'un atelier régional.

Il s'agit notamment de la réhabilitation et la gestion intégrées du périmètre maraîcher de Boumba, le renforcement et la valorisation intégrés de la mini **AEP multi villages de Bélandé**, l'aménagement intégré des mares Tondifou et Sounga Béri, la **transformation du Poste d'Eau Autonome (PEA)** du marché en mini-AEP pour alimenter la population du village de Guiémé, l'aménagement et l'empoissonnement intégrés des mares des villages Kotaki et Bossongri.

La mise en œuvre des initiatives pilotes se poursuit et restent déjà marquées par d'important résultats obtenus notamment en matière entre autres d'amélioration du taux d'accès à l'eau pour l'approvisionnement en eau potable des communautés locales, l'abreuvement du bétail, la production des cultures maraîchères, etc.

On note également une forte implication effective et soutenue des autorités communales dans la mise en œuvre des initiatives pilotes. Ces autorités participent à toutes les activités depuis la phase de conception.

Les **populations riveraines et les autorités communales manifestent leur satisfaction et félicitent le MH/A et le SP PANGIRE, le GWP-AO et le PNE Niger** pour les dispositions pratiques prises pour concrétiser les initiatives pilotes tout au long de l'année 2022.



Remise d'équipements au représentant de la DMN par le Chargé de projet



Remise des matériels au Représentant du Directeur de l'Hydrologie DGRE

ENGAGEMENTS ET RÉALISATIONS AU TITRE DE 2022

Engagement 1 pour l'année

GWP-AO soutiendra les efforts visant à réaliser l'Agenda mondial de l'eau en Afrique de l'Ouest, y compris l'appui à la mise en œuvre des ODD, à l'Accord de Paris sur le climat et au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, conformément aux priorités du programme de changement du GWP, notamment les solutions liées à l'eau pour les ODD, la résilience climatique, la coopération transfrontalière, la mobilisation et la participation du secteur privé ainsi que l'engagement des jeunes et l'égalité des genres. Il entreprendra des activités de renforcement des capacités pour les principales parties prenantes, y compris les autorités locales. Les différents thèmes seront abordés à travers les programmes et projets en cours de mise en œuvre, y compris, WACDEP-G 2020-2022 au Bénin, au Togo, dans le bassin de la Volta et au niveau régional, PREE avec l'UICN, SDG PF en collaboration avec la CEDEAO, l'UEMOA et les OBT, VFDM, TFTC 2, Mékrou 2 Niger et certaines nouvelles en cours de développement. Le GWP-AO s'engagera également de manière proactive dans le Forum mondial de l'eau et dans le déploiement du Programme d'investissement pour l'eau en Afrique.

Quelques avancées en 2022

- Le projet Mekrou Phase 2 Niger financé par l'Union européenne (UE) est en cours de mise en œuvre pour l'opérationnalisation de la GIRE dans le sous-bassin de Mekrou au Niger. Les **organes locaux de gestion de l'eau, y compris le Conseil de l'Agence de l'Eau dudit sous-bassin, les Comités Locaux de l'Eau et les Associations d'Usagers de l'Eau (AUE)**, ont été mis en place pour assurer une bonne gouvernance locale de l'eau dans le sous-bassin. Des **équipements hydrométéorologiques ont été acquis et installés sur des sites identifiés pour assurer le suivi** des ressources en eau de surface et souterraines. Le document du SAGE a été élaboré, validé par les acteurs et a fait l'objet d'adoption par les Conseils régionaux de Dosso et Tillabéry. Les initiatives pilotes identifiées pour le développement et la protection des ressources en eau sont en cours. Des réunions régionales ont été organisées pour installer le Conseil de l'Agence de l'Eau du sous-bassin de la Mekrou au Niger. La deuxième et la troisième réunions du Comité de pilotage du projet se sont respectivement déroulées en mai à **Dosso** et **en décembre à Niamey**. Le suivi à mi-parcours de la mise en œuvre du projet a été effectué par la DUE et la Commission européenne.
- Un soutien a été apporté au MH/A du Niger pour la participation des acteurs du secteur de l'eau au 9^{ème} FME et à une visite d'échange des partenaires du projet à Ouagadougou, Burkina Faso.
- La deuxième phase du projet TFTC est mise en œuvre au niveau régional, au Bénin, au Burkina Faso et au Togo. Elle met l'accent sur la jeunesse, le genre et la résilience au changement climatique. Cette deuxième phase est financée par le gouvernement du Québec, GWPO, SIE et d'autres partenaires. Trois projets pilotes sont en cours de réalisation, un par pays (Bénin, Burkina Faso et Togo) avec les PNE au Bénin et au Burkina Faso et l'ONG JVE au Togo. Les projets pilotes sont à des niveaux de mise en œuvre relativement avancés selon le pays. De bons résultats ont été obtenus jusqu'à présent. Le projet pilote du Bénin est mis en œuvre en synergie avec le projet de démonstration de WACDEP-G. Une **réunion régionale de suivi de l'avancement de la mise en œuvre du projet** dans les pays a été organisée. **Un atelier régional de renforcement des capacités pour les jeunes et les femmes du Bénin, du Togo et du Burkina Faso impliqués dans les deux initiatives** a été organisé pour améliorer la capacité des bénéficiaires dans la production, le marketing et la commercialisation des engrais organiques ainsi que sur la préparation d'un plan d'affaires et d'une proposition de projet bancable pour consolider et mettre à l'échelle l'initiative.
- La mise en œuvre des activités du projet de gestion intégrée des inondations et de sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta (VFDM), financé par le Fonds d'adaptation, est en cours. Une série de six ateliers nationaux a été organisée pour sensibiliser les acteurs régionaux et nationaux au profil de risques dans le bassin de la Volta en matière des inondations et de la sécheresse, avec la participation de tous les partenaires, y compris ceux basés en Europe (OMM, CIMA, UICN). La mise en œuvre des actions pilotes sur des sites identifiés dans chaque pays du bassin de la Volta a commencé.
- Un cours en ligne sur la communication et la dissémination, l'aide à la décision et la réponse

aux alertes précoces des inondations et de la sécheresse a également été préparé dans le cadre du projet VFDM.

- Dans le cadre du programme de soutien à la GIRE de l'ODD 6, il y a eu un suivi dans la mise en œuvre des activités de l'étape 2 au **Mali (où le PNE a aidé la Direction Nationale de l'Hydraulique -DNH- à mettre en œuvre le plan d'action de la GIRE)**, au **Sénégal (avec l'appui à la DGPRE pour la mise en œuvre du plan de la GIRE du Pays)** et de l'étape 3 au Ghana (avec l'assistance apportée pour le développement des plans d'action des bassins de Bra et de Tano).
- La mise en œuvre des activités du WACDEP-G au Bénin au Togo et au niveau régional s'est poursuivie avec de nombreuses études réalisées et validées lors des ateliers organisés à cet effet. Le WACDEP-G a apporté un appui financier et technique à la Direction Générale de l'Eau du Bénin dans le cadre du processus de révision du Plan d'Action National de GIRE et au Ministère de l'environnement du **Togo pour l'actualisation et l'intégration du genre dans la Loi Cadre sur l'Environnement**.
- Un soutien a été apporté au **Togo dans le cadre du processus de développement d'un projet d'investissement du GCF pour renforcer la résilience climatique des communautés rurales**.
- Les activités régionales du WACDEP-G ont également été mises en œuvre en appui à l'Autorité du Bassin de la Volta pour préparer son Programme d'Investissement Climatique avec la validation de l'analyse de situation.
- La mise en œuvre des activités du projet **Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale (PREE)** s'est poursuivie dans le cadre de la convention de partenariat signée avec l'UICN, qui a été prolongée. Le rapport sur le diagnostic prospectif du Massif du Fouta Djallon assorti de l'analyse des opportunités et de la proposition d'options / priorités pour la restauration des écosystèmes dégradés du Massif a été finalisé et validé par les parties prenantes dont la CEDEAO et les OBT

concernés en Afrique de l'Ouest. Des études de cas sur la gestion et l'exploitation durables des pêcheries dans le sous-bassin de Chari/Logone et dans le delta intérieur du Niger ont également été finalisées et validées par les parties prenantes. Un soutien a été apporté, en synergie avec la mise en œuvre du WACDEP-G au gouvernement du Togo pour la révision et l'intégration du genre dans la loi-cadre sur l'environnement du pays.

- **GWP-AO travaille avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), l'UICN et l'Autorité du Bassin** du Mono (ABM) pour la formulation d'une proposition de projet en vue de mobiliser un financement du FEM suite à l'approbation du PIF du projet et la soumission du document détaillé du projet en septembre. Avec l'ABM et l'OSS, une note conceptuelle de projet a également été soumise et approuvée par le Fonds d'adaptation et la préparation de la proposition détaillée du projet a commencé. Ces projets se concentrent respectivement sur le renforcement de la résilience des communautés et des écosystèmes du bassin du Mono face au changement climatique et sur la gestion durable de l'eau et de l'environnement dans le bassin.
- Avec l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), le GWP-AO travaille à la mobilisation de ressources financières par la formulation de propositions de projets à soumettre au financement du FEM et du FVC. Ces projets régionaux et nationaux se concentrent sur le renforcement de la résilience des communautés dans le bassin de la Volta, la gestion durable de l'eau et la restauration des écosystèmes dégradés dans le bassin à travers l'approche des solutions basées sur la nature.
- Avec les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO, il y a eu la coordination de la participation des délégués de l'Afrique de l'Ouest au 9^{ème} FME à Dakar par le biais d'une réunion régionale tenue à Abidjan en février 2022.

Des réalisations à retenir au titre de 2022

Quelques réalisations dans le cadre du Projet VFDM

- Manuel de formation sur la dissémination, l'aide à la décision, la réponse aux alertes précoces aux inondations et à la sécheresse dans le bassin de la Volta.
- Fiches de synthèses sur le profil de risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta.
- Sensibilisation des acteurs du bassin sur le

profil de risque des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta.

VFDM en chiffres

- 1 Système d'Alerte Précoce (SAP) VOLTALARM en cours de développement.
- 3 sessions de formation en ligne sur des thématiques relatives aux processus de prévision et d'alerte aux inondations ainsi que de gestion intégrée de la sécheresse avec

plus de 200 cadres formés ayant reçu leur certificat.

- Cartes des risques des inondations et de la sécheresse niveaux bassin et pays réalisées ainsi que les impacts actuels et futurs.
- 180 cadres techniques et décideurs formés et sensibilisés sur le profil de risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta.
- 30 cadres renforcés sur les Solutions Fondées sur la Nature (SFN) et le développement de projets bancables répondant aux critères des SFN.

Quelques réalisations dans le cadre du Projet TFTC2

- Renforcement des capacités des jeunes du Bénin, du Burkina Faso et du Togo sur le thème « Production, Commercialisation et Utilisation des engrais organiques pour l'adaptation au changement climatique et l'employabilité des jeunes solidaires ».
- Production, vente et utilisation des engrais organiques et pesticides biologiques à la suite des formations des organisations de jeunes sur le compostage au Bénin et au Togo.
- Reboisement des berges des cours d'eau de la rivière Tchouchoubou au Bénin.
- Restauration des terres sur le site de Komki-Ipala et la promotion des activités socio-économiques telles que le maraîchage, la production et la vente des plants et du miel.

TFTC 2 en chiffres

- Burkina Faso : 100% du parc agroforestier est irrigué, acquisition de matériel et d'équipements dont des binettes, des sécateurs, des pulvérisateurs, des ficelles, des ruches pour l'apiculture, de la cire, des combinaisons, des enfumoirs, des seaux de collecte, des couteaux, des pots pour l'emballage du miel, etc. pour la mise en œuvre des activités.



Fabrication du compost

- Bénin : 10.000 plants ont été mis en terre sur les berges de la rivière Tchoutchoubou, 3.500 kg de Bokashi et 625 litres de Super Magro liquide produits par les jeunes avec un chiffre d'affaire d'environ 250.000 FCFA. TFTC 2 a fortement contribué à l'atteinte des objectifs stratégiques du Plan de Développement Communal (PDC) notamment pour ce qui est de son axe stratégique intitulé : Promouvoir la gestion durable de l'environnement et réduire les effets des changements climatiques.
- Togo : 500 jeunes et femmes sensibilisés sur les pratiques agroécologiques et l'importance de la restauration des écosystèmes, 60% des jeunes formés appliquent les pratiques agroécologiques, 20 hectares aménagés, 9 rencontres organisées avec les autorités et/ou les chefs coutumiers, 15 activités de sensibilisation ou d'information menées avec les communautés.

Quelques réalisations dans le cadre du Projet Mékrou Phase 2 Niger

- Finalisation et adoption du SAGE du sous bassin de la Mékrou au Niger par les autorités compétentes régionales.
- Mise en œuvre des initiatives pilotes ayant permis entre autres l'accroissement du taux d'accès à l'eau pour de multiples usages (approvisionnement en eau potable, abreuvement des bovins, maraîchage...) et d'autres activités socio-économiques dans le sous bassin de la Mékrou au Niger.
- Renforcement des capacités des acteurs du sous bassin de la Mékrou sur la GIRE, l'aménagement des écosystèmes pour l'adaptation au changement climatique et la gestion des conflits liés à l'eau.
- Mise en place et animation du Conseil de l'Agence de l'Eau du sous bassin de la Mékrou au Niger.



Plantation d'arbres à Tanguiéta, Bénin

Quelques chiffres du Projet Mekrou

- 17 Associations des Usagers de l'Eau (AUE), 03 Comités locaux de l'Eau au niveau Local (CLE), 1 Conseil de l'Agence de l'Eau du sous bassin de la Mékrou mis en place et ayant bénéficié des sessions de renforcement de capacités.
- 25 femmes soutenues avec 1 jardin aménagé à Belandè pour le maraichage.
- 1 visite d'étude au Burkina Faso pour de hauts cadres du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.
- 100 personnes formées à la prévention et la gestion des conflits, à la gestion des écosystèmes dans le contexte du changement climatique ainsi que l'intégration de la GIRE dans le processus de développement local.
- 6 pluviomètres, 2 stations météo automatiques, 1 échelle limnimétrique, 2 piézomètres et 1 station hydrométrique installés.
- 6 sites pilotes identifiés avec des actions prioritaires d'impact sur les conditions de vie des populations réalisées (2 postes autonomes d'eau potable, 1 mini AEP, 1 AEP multi villages réhabilités soit environ 12 600 habitants desservis en eau potable, 2 en cours d'aménagement et 40 ha de périmètres en cours d'aménagement.

Zoom sur le SAGE du sous bassin de la Mékrou au Niger

Principaux défis pour l'aménagement et la gestion durable des ressources en eau du sous bassin identifiés par le SAGE :

- Mieux connaître les ressources en eau disponibles ;
- Mieux préserver et valoriser les ressources en eau et les ressources naturelles associées pour soutenir le développement socio-économique dans le sous-bassin ;
- Renforcer la résilience des écosystèmes et des populations aux effets néfastes du changement climatique ;
- Renforcer les capacités des parties prenantes du sous bassin ;
- Mettre en place un cadre opérationnel de bonne gouvernance des ressources en eau ;
- Satisfaire de façon équitable et durable, les différentes demandes en eau ;
- Prendre en compte, de façon harmonieuse, la dimension transfrontalière et partagée des ressources en eau et des écosystèmes associés dans les processus de planification du développement du sous bassin ;
- Se prémunir contre les risques liés à l'eau, aussi bien physiques que sanitaires (maladies liées à l'eau).

ressources en eau de la Mékrou et sa zone d'influence à l'horizon 2030 ;

- Organiser et renforcer la préservation et la protection durables des écosystèmes aquatiques et forestiers et des sites d'intérêt culturel (sacrés) du sous bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence et améliorer l'attractivité du parc W en 2030 ;
- Renforcer durablement la résilience des populations du sous bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence, en assurant confortablement la couverture de leurs besoins de base en 2030 ;
- Promouvoir le développement des énergies renouvelables et soutenir le développement des économies locales dans toutes les communes du sous bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence en 2030.

Le SAGE du sous-bassin de la Mekrou au Niger a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Eau pour la croissance et la réduction de la pauvreté dans le sous bassin de la Mékrou au Niger » ou Projet Mékrou Phase 2 Niger financé par l'Union européenne pour un montant d'un peu moins d'un million d'Euro de janvier 2020 à juin 2023.

Vision du SAGE

Le sous-bassin de la Mékrou au Niger, un espace commun de développement durable par une gestion intégrée des ressources en eau et des écosystèmes associés, pour l'amélioration des conditions de vie et la prospérité des populations à l'horizon 2030.

Orientations fondamentales du SAGE

- Structurer et opérationnaliser le cadre de coopération entre les 3 Etats autour de la gestion transfrontalière des



Poste d'Eau Autonome réalisé dans le cadre du projet Mékrou Phase 2, au Niger

Engagement 2 pour l'année

GWP-AO travaillera à renforcer la collaboration avec les partenaires stratégiques traditionnels, y compris les CER (CEDEAO, UEMOA et CILSS), les OBT, les États, les gouvernements locaux, les ONG, les jeunes, les femmes et à étendre les actions pour s'engager avec de nouveaux partenaires, y compris le secteur privé, avec Waterpreneurs, qui s'intéressent actuellement peu au secteur de l'eau. Il est nécessaire de travailler pour engager de nouvelles catégories de partenaires dans la mise en œuvre de solutions liées à l'eau en Afrique de l'Ouest. Les PNE seront encouragés à développer des initiatives en direction ou conjointement avec les acteurs du secteur privé.

Quelques avancées en 2022

- La collaboration a été maintenue et renforcée avec notamment la CEDEAO/ CGRE, l'UICN, l'OSS, l'UEMOA/ DAREN, l'ABV, l'ABN et les États. La collaboration a également été renforcée avec l'Autorité du Bassin du Mono (ABM) à travers le développement conjoint de projets dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord signé entre les deux institutions.
- La collaboration avec l'UEMOA, la CEDEAO, le CILSS, l'UICN a été marquée par l'organisation d'ateliers de formation et la préparation du dialogue régional sur la participation des acteurs ouest africains au 9^{ème} FME de Dakar 2022.
- Le GWP-AO a participé à la réunion des experts de l'ABN d'octobre 2022 à Ndjamena, Tchad.
- Le GWP-AO a pris part à diverses réunions organisées par l'ABM, y compris l'atelier de validation du plan stratégique 2023-2027 de l'ABM en octobre à Grand Popo, Bénin.
- La mise en œuvre du projet Mékrou 2 a contribué à renforcer la collaboration avec les autorités en charge de l'eau et des secteurs y associés au Niger, notamment à travers le SP/PANGIRE, la Direction Générale de l'Hydraulique (DGH), la Direction de la Météorologie Nationale (DMN) du Ministère des Transports, les communes de la zone d'intervention du projet ainsi que les autres acteurs clés du processus GIRE au Niger et la Direction Générale des Eaux et Forêts (DGEF).
- A travers le projet VFDM, GWP-AO collabore avec diverses structures régionales et celles étatiques dans les six pays du bassin de la Volta (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo) sur la gestion des risques liés au changement climatique avec un accent particulier sur la sécheresse et les inondations dans le bassin.
- La collaboration avec l'ABV est maintenue à un niveau très élevé à travers le VFDM, WACDEP-G, REWarD, notamment.
- TFTC 2 a donné l'opportunité de renforcer la collaboration avec les organisations de jeunes et de femmes au niveau local au **Bénin, Burkina Faso et Togo**, ainsi qu'avec les autorités locales et traditionnelles.
- TFTC 2 a permis de maintenir et de renforcer la collaboration avec le Secrétariat International de l'Eau (SIE).
- Les différents projets ont permis de travailler en étroite collaboration avec les institutions gouvernementales aux niveaux appropriés, les municipalités, les groupes de jeunes et de femmes, le cas échéant par le biais de WACDEP-G, VFDM, TFTC 2, ainsi que les OBT, les parties prenantes communales, la société civile.
- Des efforts sont en cours pour engager de nouveaux partenaires, principalement dans le secteur privé.
- L'Assemblée des partenaires et l'élection d'un nouveau bureau pour relancer le PNE Niger ont eu lieu à Niamey. Les réflexions sont en cours en vue du recrutement d'un nouveau Secrétaire Exécutif.
- Le **9^{ème} FME tenu à Dakar a permis d'engager et d'échanger avec des partenaires potentiels**, y compris des membres du gouvernement (Sierra Leone, Gambie).

Un cadre de collaboration régional renforcé avec l'UEMOA et la CEDEAO

Une collaboration avec les Commissions de la CEDEAO, à travers le Centre de Gestion des Ressources en Eau (CGRE), et de l'UEMOA, à travers le Département en charge de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN) a permis de préparer la participation des acteurs de la région au 9^{ème} FME de Dakar. Au terme d'une **série de rencontres virtuelles entre institutions régionales avec la facilitation du GWP-AO**, un pré forum régional des acteurs s'est tenu à Abidjan en février 2022. Ce pré forum a permis d'harmoniser les points de vue et de faire des recommandations dont entre autres :

- une meilleure prise en compte des préoccupations des Etats insulaires ;
- la rémobilitation des partenaires au développement du secteur de l'eau ;
- le renforcement de la collaboration entre les collectivités territoriales et les OBT pour la planification et la mise en œuvre des projets de développement socio-économiques liés à l'eau ;

- la promotion des investissements selon les approches intégrées Nexus eau – sécurité – alimentation – énergie – environnement à tous les niveaux de la région.

La collaboration s'est poursuivie en décembre 2022 avec l'organisation de l'atelier régional sur le thème « **Accroissement des investissements pour la sécurité en eau et la résilience climatique en Afrique de l'Ouest : acquis, défis et opportunités** ». L'évènement régional s'est déroulé à la fois en présentiel pour les participants basés à Burkina Faso et en ligne pour les acteurs du niveau régional et des autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

Les échanges sont en cours entre les **trois institutions pour développer et mettre en œuvre conjointement** des initiatives contribuant à la fois à l'atteinte de leurs objectifs stratégiques respectifs et ceux des Etats de la région.

Quelques chiffres en 2022

- 2 évènements régionaux co-organisés et co-animés avec les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Engagement 3 pour l'année

GWP-AO mettra davantage l'accent sur la mobilisation de ressources financières pour atteindre les populations et avoir un impact sur la mise en œuvre des activités qui peuvent avoir un effet positif sur leur vie. Les efforts de mobilisation de ressources financières seront renforcés dans la région en 2022 et au-delà. Le GWP-AO développera des initiatives conjointes et des projets avec des organisations partenaires clés, notamment le PNUD, l'UNICEF, l'OSS, l'UICN et le Secrétariat permanent du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), et les PNE. Toutes les expériences seront explorées pour travailler avec des partenaires financiers, y compris le Fonds vert pour le climat et d'autres.

Quelques avancées en 2022

- Au cours de l'année, GWP-AO a continué de déployer des efforts en matière de mobilisation des ressources financières et de renforcement de ses capacités à mettre en œuvre des activités aux niveaux régional et national. Les projets mis en œuvre ou planifiés mettent l'accent sur des actions concrètes et spécifiques ayant un impact direct sur la vie des populations.
- Des notes conceptuelles et des propositions de projets ont été élaborées en collaboration avec des partenaires aux niveaux national, régional et mondial (notamment le PNUE, l'UICN,

l'UNICEF, le PNUD, l'OSS, l'ABM, l'ABV) et soumises pour financement. Divers partenaires financiers ont été et seront sollicités pour mobiliser davantage de ressources financières pour l'adaptation et la résilience au changement climatique à différents niveaux.

- Le GWP-AO a **signé un accord de coopération de projet (PCA) avec le PNUE pour la mise en œuvre des activités du projet** " Inverser la dégradation des écosystèmes et de l'eau dans le bassin de la rivière Volta (REWarD - bassin de la rivière Volta/ REWarD-Volta River Basin".

REWarD est un projet financé par le FEM avec le PNUE et l'UICN comme agences de mise en œuvre et GWP-AO et ABV comme entités d'exécution.

- Le partage d'informations et d'opportunités avec les PNE sur les possibilités de soumission de propositions de projets aux partenaires financiers se poursuit. Une formation de renforcement des capacités en matière de rédaction de projets est

envisagée pour aider notamment les PNE et les partenaires du GWP-AO à lever des fonds pour la mise en œuvre de leurs activités.

Quelques chiffres en 2022

- 2 millions de dollars mobilisés en 2022 dans le cadre du nouveau projet REWARD pour les activités à mener sous la facilitation du GWP-AO.

REWARD Volta, un nouveau projet financé par le FEM

Titre du projet : Inversion de la dégradation des écosystèmes et de l'eau dans le bassin de Volta (REWarD - Volta)

Agences de mise en œuvre : PNUE, UICN

Partenaires d'exécution : ABV, GWP-AO, Ministères en charge des ressources en eau des pays du bassin, ou d'autres autorités nationales compétentes.

Objectif du projet

L'objectif principal du projet est d'inverser la dégradation des écosystèmes et de l'eau et de soutenir le développement intégré basé sur les écosystèmes dans le bassin de la Volta par le renforcement de la gouvernance transfrontalière ainsi que la restauration et la conservation des écosystèmes pour des moyens de subsistance durables.

Enjeux majeurs et composantes du projet

Le bassin de la Volta est confronté à nombreux défis environnementaux avec un impact prononcé sur les ressources en eau et naturelles en gé-

ral. Ce nouveau Projet, qui tente d'apporter des débuts de réponse aux enjeux auxquels fait face les populations et les pays du bassin de la Volta, est structuré autour de quatre composantes :

- **Composante 1 :** Amélioration de la base de connaissances et développement d'outils de gestion pour un processus décisionnel éclairé ;
- **Composante 2 :** Renforcement des capacités pour la gouvernance, la planification transfrontalière et les événements extrêmes liés au changement et/ou à la variabilité climatiques ;
- **Composante 3 :** Conservation et restauration des écosystèmes dans le bassin de la Volta ;
- **Composante 4 :** Gestion et partage des connaissances et Suivi – Evaluation.

Durée du projet

D'une durée de cinq ans, le Projet REWarD est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial à hauteur d'un peu plus de 7.000.000 de dollars américains.



Engagement 4 pour l'année

Les efforts de développement et de gestion des connaissances se poursuivront, y compris l'identification de nouvelles initiatives à documenter et l'exploration de nouvelles façons de travailler avec les médias. Les partenaires seront encouragés, soutenus et invités à contribuer à la chaîne de connaissances du GWP en établissant un lien avec la boîte à outils (TOOLBOX) remaniée du Réseau mondial.

Quelques avancées en 2022

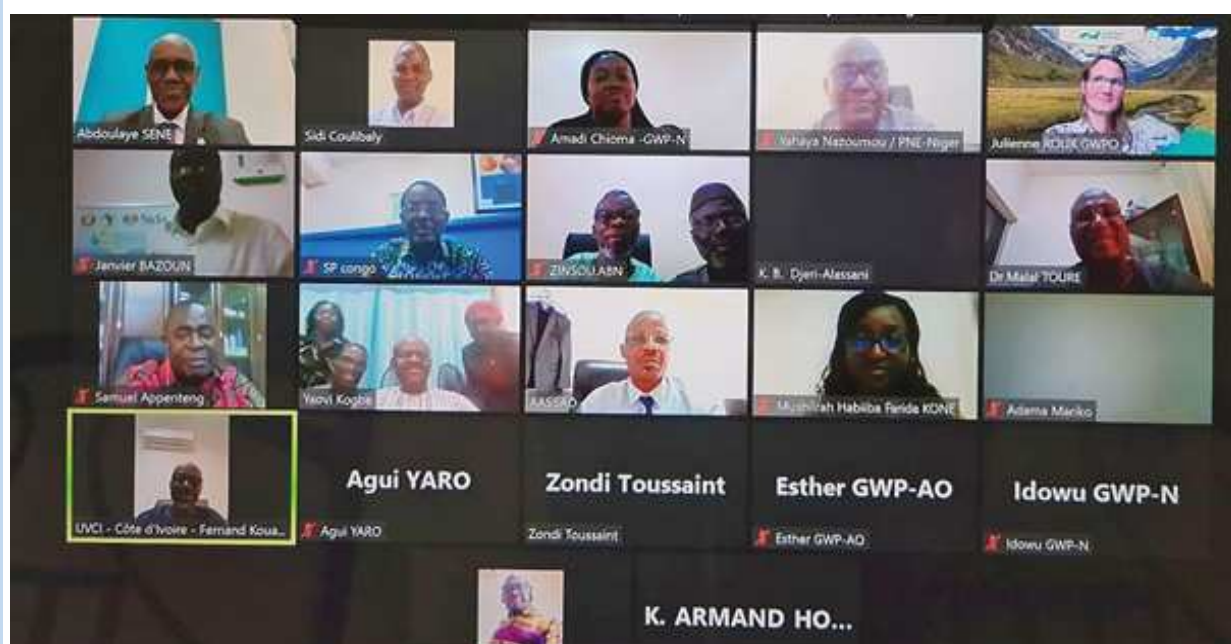
- **Onze (11) études** de cas sous forme de récits d'impact sur les réalisations du GWP dans la région ont été publiées et lancées pendant le 9^{ème} FME de Dakar et partagées comme des contributions ouest-africaines à l'impact du GWP sur le développement durable dans la région.
- Les onze études de cas ont été mises en ligne sur la plateforme de la **TOOLBOX du GWP** et le site web du GWP-AO. Des copies papier ont été distribuées aux partenaires pendant et après le 9^{ème} FME.
- Un suivi étroit de la collaboration avec les médias de la région est réalisé. Les PNE ainsi que le Secrétariat Exécutif régional travaillent avec les réseaux de journalistes en les invitant à participer aux activités, ateliers et formations pour renforcer leurs capacités à produire des articles de bonne facture.
- Le GWP-AO est invité comme membre du jury du concours de journalisme organisé par le Secrétariat Permanent de la GIRE du Burkina Faso. Il s'agit de la 2^{ème} édition du concours en

2022 et depuis la 1^{ère} édition, GWP-AO est représenté en tant que membre du jury apportant son expérience capitalisée depuis 2014 dans l'organisation de concours de journalisme.

- Les efforts sont en cours avec divers projets qui sont mis en œuvre pour documenter les résultats obtenus. Des connaissances importantes, produites dans le cadre de VFDM, TFTC 2, WACDEP-G, Project Mekrou Phase 2 Niger et PREE, doivent être capitalisées et valorisées.
- La documentation du GWP est partagée avec divers partenaires aux niveaux régional et national.

Quelques chiffres en 2022

- 11 études de cas en 1 document intitulé « L'action partenariale pour la sécurité en eau et la résilience climatique des populations et des écosystèmes en Afrique de l'Ouest ».
- 3 films pour la promotion des études de cas
- 1 film sur les résultats de TFTC 1 au Bénin.
- 2 posters sur TFTC 2 et le projet Mékrou phase 2 Niger.

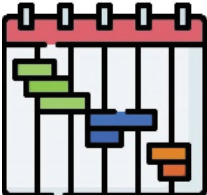


Réunion virtuelle du Comité de Pilotage d'août 2022

Cadre des résultats

Exemples de quelques indicateurs (d'impact et de résultats) avec les cibles prévues et les résultats obtenus en 2022 plus les prévisions pour 2023

Indicateur	Cible prévue pour 2022	Réalisation 2022	Cible prévue 2023
 Nombre de personnes bénéficiant de l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des ressources en eau	1,5 million	2,5 millions	4 millions
 Nombre de processus formels de participation multipartite facilités au nom d'une institution compétente	13	11	08
 Nombre d'instruments de gestion officiellement utilisés par les gestionnaires de l'eau et les décideurs	01	02	01
 Nombre de plans d'investissement et d'engagements budgétaires approuvés associés aux politiques, plans et stratégies qui intègrent la sécurité en eau	01	01	03
 Nombre d'accords de financement influencés pour la mise en œuvre de Plan national d'adaptation prenant en compte la sécurité en eau et des politiques et mesures de gestion intégrée des inondations et des sécheresses	00	01	05
 Nombre de plans d'investissement et d'engagements budgétaires approuvés associés aux politiques, plans et stratégies qui intègrent la sécurité en eau	1	1	3
 Nombre d'institutions mandatées ayant reçu un appui pour l'élaboration et la mise en œuvre d'arrangements pour la gestion des eaux transfrontières	02	9	10

Indicateur	Cible prévue pour 2022	Réalisation 2022	Cible prévue 2023
 Nombre d'institutions nationales compétentes soutenues dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de cadres juridiques et/ou de plans basés sur la GIRE	11	09	20
 Nombre d'institutions compétentes soutenues dans l'intégration des composantes de l'eau prenant en compte le genre dans la planification du développement et les processus de prise de décision	3	7	5
 Nombre d'institutions nationales mandatées ayant reçu un appui pour l'élaboration de plans ou de stratégies d'investissement nationaux	01	01	03
 Nombre d'institutions mandatées soutenues dans le développement des capacités et des projets d'accès au financement	12	100	07
 Nombre de projets de démonstration entrepris pour lesquels l'innovation a été démontrée	02	18	07

Que retenir de la mise en œuvre des activités du GWP-AO en 2022 ?

2022 était la dernière année pour la mise en œuvre du programme régional de travail triennal 2020-2022, pour documenter la mise en œuvre des activités et planifier les trois prochaines années, 2023-2025. Du 21 au 26 mars, le 9ème FME s'est tenu pour la première fois à Dakar, au Sénégal en Afrique de l'Ouest. GWP-AO s'est impliqué dans le processus de préparation, à travers la participation entre autres du Président régional, du Secrétariat Exécutif régional et du PNE Sénégal à de nombreux groupes de travail. Le PNE et le Secrétariat Exécutif régional du GWP-AO ont pris part et facilité de nombreuses sessions. Le Président du GWP-AO est le Secrétaire Exécutif et le Co-Directeur du 9ème FME.

L'exécution des activités dans le cadre des projets et programmes, y compris la deuxième phase du projet Mekrou ainsi que VFDM, WACDEP-G, TFTC 2 et PREE, s'est poursuivie. De nombreux progrès ont été consolidés tout au long de l'année avec l'élaboration de propositions de projets pour mobiliser de nouveaux financements.

Dans le cadre du projet Mekrou Phase 2 Niger, d'importants progrès ont été réalisés en matière d'opérationnalisation de la GIRE avec le développement du SAGE et la mise en place du Conseil de l'Agence de l'eau du sous bassin de Mekrou ainsi que l'animation et le renforcement des capacités des membres des CLE et des AUE et l'exécution des initiatives pilotes de mise en œuvre des actions prioritaires du SAGE, l'achat et l'installation d'équipements de suivi des ressources en eau et du climat dans le sous-bassin.

En ce qui concerne le VFDM, le profil des risques des inondations et de la sécheresse a été développé comme l'un des principaux résultats du projet, avec des recommandations aux décideurs pour une réduction effective desdits risques dans le bassin de la Volta. Il y a eu également des avancées dans le **développement de la plateforme VOLTALARM** avec le renforcement des capacités des acteurs nationaux et régionaux pour son appropriation et son utilisation. En collaboration avec l'UICN, le projet VFDM a renforcé les capacités des acteurs nationaux et régionaux sur les solutions basées sur la nature et le développement de projets bancables de leur application pour le renforcement de la résilience des écosystèmes et des populations dans le bassin. Le processus de développement a impliqué les parties prenantes nationales et régionales ainsi que le personnel technique et les partenaires d'exécution du projet.

La mise en œuvre de la phase 2 du projet TFTC a permis d'obtenir aussi des résultats significatifs

entre autres pour ce qui est de l'engagement et du renforcement des capacités des jeunes, en particulier dans les zones rurales et périurbaines du Bénin, du Burkina Faso et du Togo, pour le développement durable de leurs communautés dans un contexte d'exacerbation des effets néfastes du changement climatique. Le projet a eu des impacts tangibles sur la vie de milliers de bénéficiaires directs et indirects. Des réflexions sont en cours pour mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre de la troisième phase du projet TFTC.

Le PREE a contribué à la matérialisation de vision du GWP qui est de faire avancer les priorités pour assurer la sécurité en eau dans les pays et au niveau régional en Afrique de l'Ouest. Il a sans aucun doute ouvert le chemin pour le développement selon une approche partenariale de grands projets par le GWP-AO, l'UICN avec d'autres partenaires. Il est nécessaire de construire un besoin commun et une réflexion d'actions conjointes pour aller de l'avant.

Le WACDEP-G a mis en place un processus de consolidation des progrès réalisés aux niveaux national (Bénin et Togo) et régional (bassin de la Volta) à travers de nombreuses activités dont des actions pilotes dans la partie Nord du Bénin. Le programme contribue à une meilleure compréhension des inégalités entre les genres ainsi qu'à la mise en place d'un cadre d'action global pour s'attaquer aux normes sociales qui entravent l'égalité des sexes et faire de l'approche transformationnelle du genre (ATG) une approche acceptée de tous et intégrée dans les lois, stratégies, plans et politiques aux niveaux régional et national. Un nouveau projet est en train de démarrer dans la région, et des initiatives sont en cours pour mobiliser des ressources financières additionnelles pour la période 2023-2025.



Inondations dans le Sourou, Mali

GWP-AO a signé un PCA avec le PNUE pour la mise en œuvre des activités du projet "Renverser la dégradation des écosystèmes et de l'eau dans le bassin de la rivière Volta (REWarD-Bassin de la rivière Volta)". Le projet entrera dans sa phase active de mise en œuvre dès le premier semestre de 2023.

Des avancées significatives ont été enregistrées avec le développement de deux propositions de projets dans le bassin du Mono en vue du financement de leur mise en œuvre par le FEM et le Fonds d'adaptation. Le GWP-AO continuera à travailler avec les partenaires des deux projets (ABM, OSS et UICN et les deux pays - Bénin et Togo) pour développer et soumettre des propositions complètes au FEM et au Fonds d'adaptation. Les efforts pour mobiliser des nouvelles ressources financières devront être consolidés et poursuivis.

Le GWP-AO a également tenu une réunion virtuelle du Comité de pilotage ; ce qui contribue à renforcer l'engagement à assurer une gouvernance efficace et responsable du Réseau régional. En outre, le Président du GWP-AO a été désigné comme le Président des Présidents des 13 Partenariats Régionaux de l'Eau du GWP et il siège pendant son mandat au Comité de pilotage du Réseau mondial du GWP.

DÉFIS, LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

Travailler pour préserver et renforcer le Réseau GWP en Afrique de l'Ouest à travers l'engagement constant, le soutien et la poursuite de la construction de nouvelles voies avec des PNE actifs et fonctionnels et des partenaires engagés aux niveaux régional et national. Cela demande du temps et des ressources alors que le Secrétariat Exécutif régional et les PNE devront continuer de recruter du personnel technique additionnel.

La région est de plus en plus exposée au défi sécuritaire qui s'étend du Sahel aux pays côtiers et cela mérite une attention particulière dans la mise en œuvre des différents programmes et projets de développement dans les pays sans mettre en danger la vie du personnel impliqué.

Les réflexions se poursuivent pour ce qui est de l'amélioration du statut juridique du GWP-AO au Burkina Faso, le pays hôte.

GWP-AO devra renforcer sa collaboration avec les Etats et les organisations régionales ; afin de prendre en compte ces différents défis pour le bonheur des populations qui réclament davantage d'actions aux résultats et impacts tangibles sur l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur bien-être.



Atelier WACDEP-G au Bénin

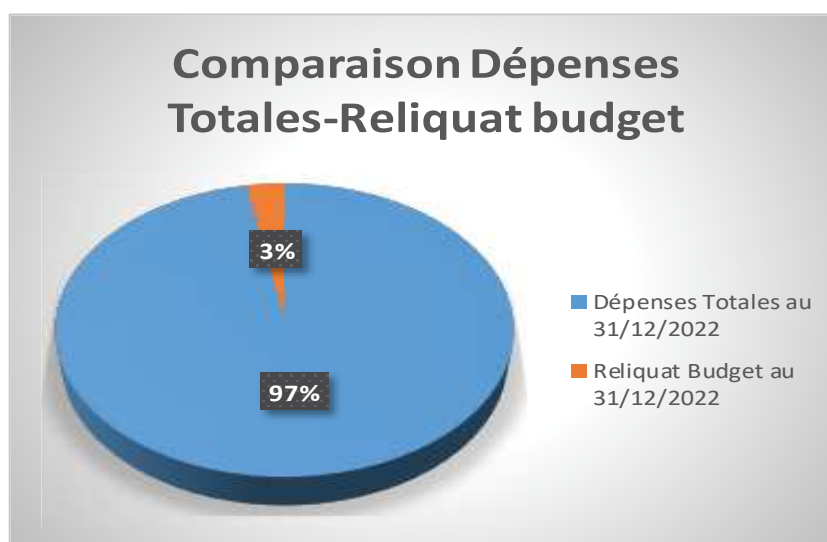
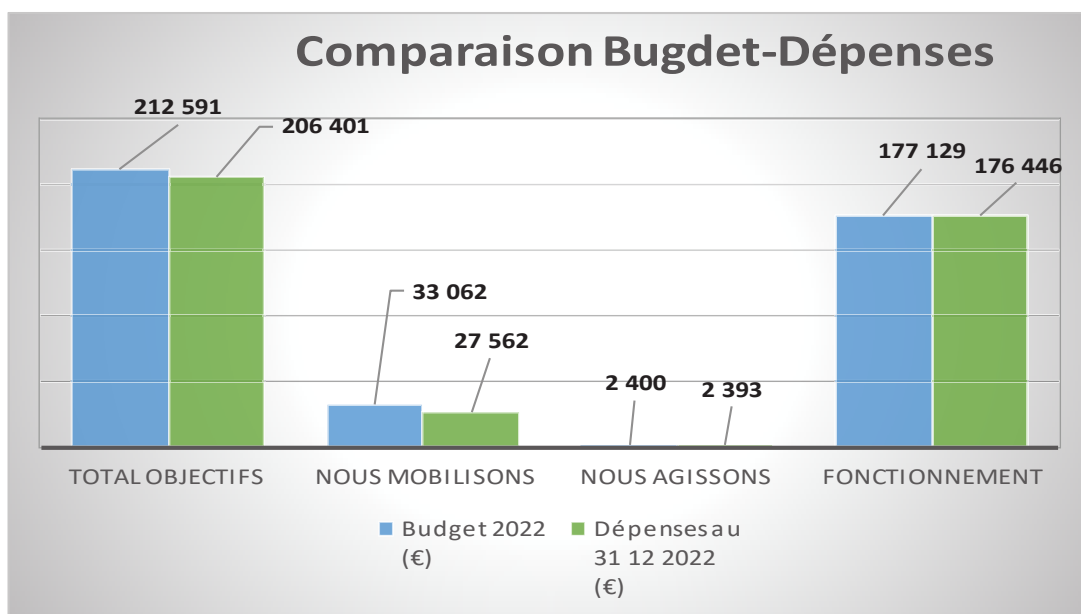
FINANCES

L'exécution financière au 31 décembre 2022 retrace l'ensemble du budget total avec les dépenses effectives totales et les taux d'exécution par type de fonds. Le budget GWP-AO comprend le budget CORE (budget de base pour le fonctionnement), le budget WACDEP-G, le budget des Fonds mobilisés localement.

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent la situation de l'exécution financière des ressources du Programme de base Core alimenté par le Secrétariat mondial du GWPO du 1er janvier au 31 décembre 2022.

Fonds CORE & Budgets Additionnels	Budget 2022 (€)	Dépenses au 31 12 2022 (€)	Taux d'exécution au 31 12 2022
TOTAL OBJECTIFS	212 591	206 401	97%
Nous mobilisons	33 062	27 562	83%
Nous agissons	2 400	2 393	100%
Fonctionnement	177 129	176 446	100%

Dépenses Totales au 31/12/2022	97%
Reliquat Budget au 31/12/2022	3%

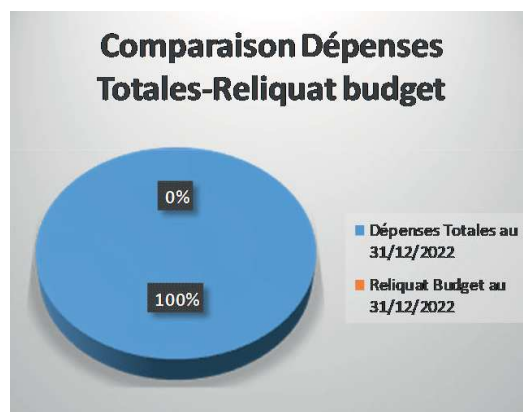
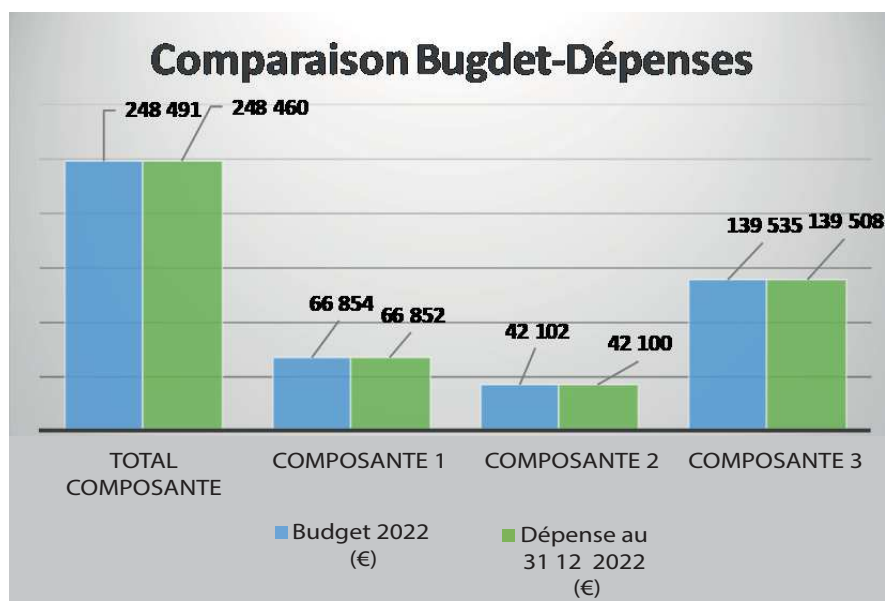


WACDEP-G

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent la situation de l'exécution financière des ressources du programme WACDEP-G (région & Bénin) du 1er janvier au 31 décembre 2022.

Fonds WACDEP-G (Région & Bénin)	Budget 2022 (€)	Dépenses au 31 12 2022 (€)	Taux d'exécution au 31 12 2022
TOTAL COMPOSANTES	248 491	248 460	100 %
Composante 1	66 854	66 852	100 %
Composante 2	42 102	42 100	100 %
Composante 3	139 535	139 508	100 %

Dépenses Totales au 31/12/2022	100%
Reliquat Budget au 31/12/2022	0%



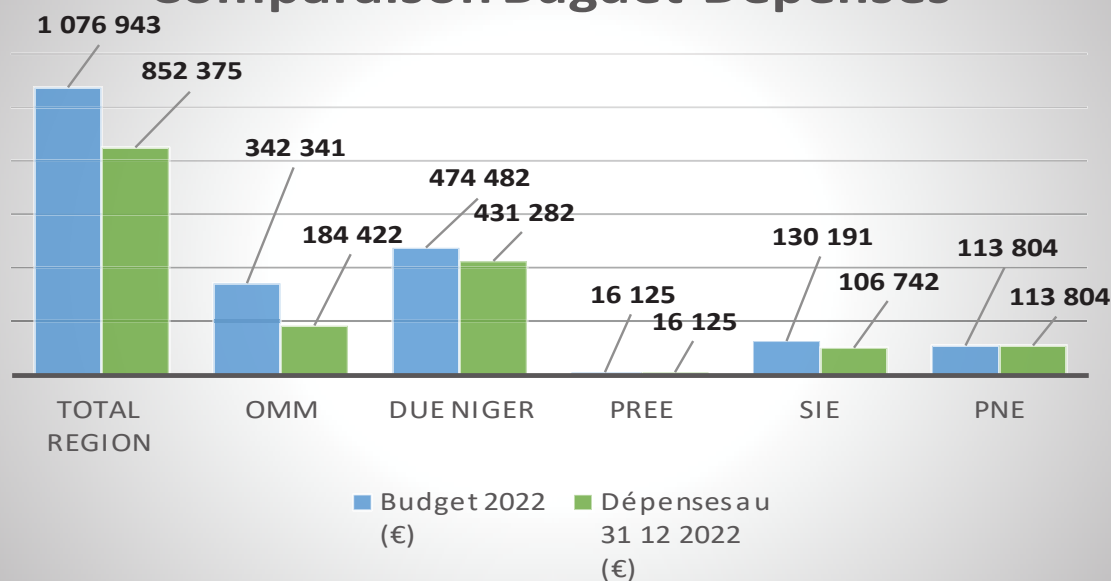
Le tableau et les graphiques suivants éclairent mieux sur la situation de l'exécution financière des ressources mobilisées localement du 1er janvier au 31 décembre 2022.

FONDS MOBILISES LOCALEMENT	Budget 2022 (€)	Dépenses au 31 12 2022 (€)	Taux d'exécution au 31 12 2022
TOTAL REGION	1 076 943	852 375	79%
OMM	342 341	184 422	54%
DUE NIGER	474 482	431 282	91%
PREE	16 125	16 125	100%
SIE	130 191	106 742	82%
PNE	113 804	113 804	100%

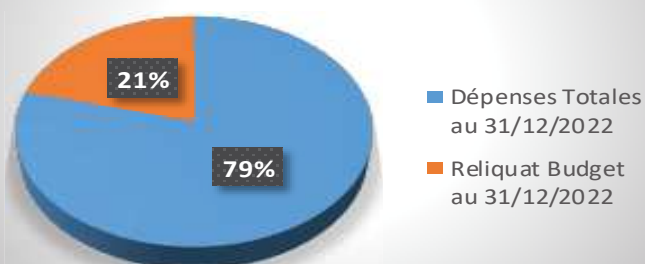
Dépenses Totales au 31/12/2022 **79%**

Reliquat Budget au 31/12/2022 **21%**

Comparaison Budget-Dépenses



Comparaison Budget-Dépenses



Quelques produits de connaissance



Bénin

Bassin de la Volta



Inondations



**PERSONNES
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉES**

Situation actuelle : 200 personnes par an
Situation projetée : 1 000 personnes par an



**PERTE ÉCONOMIQUE
POUR LA ZONE
BÂTIE**

Situation actuelle : 0,3 millions USD par an
Situation projetée : 1,7 millions USD par an



**PERTE DE
PRODUCTION
AGRICOLE**

Situation actuelle : 85 ha par an
Situation projetée : 125 ha par an



**PERTE
DE PÂTURAGES**

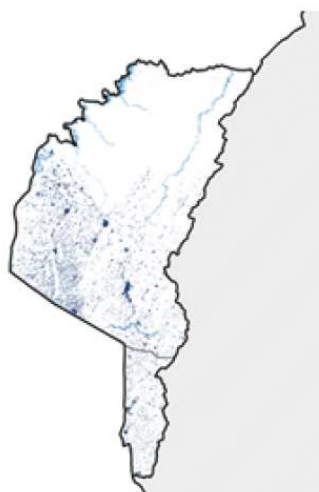
Situation actuelle : 70 ha touchés par an
Situation projetée : 135 ha touchés par an



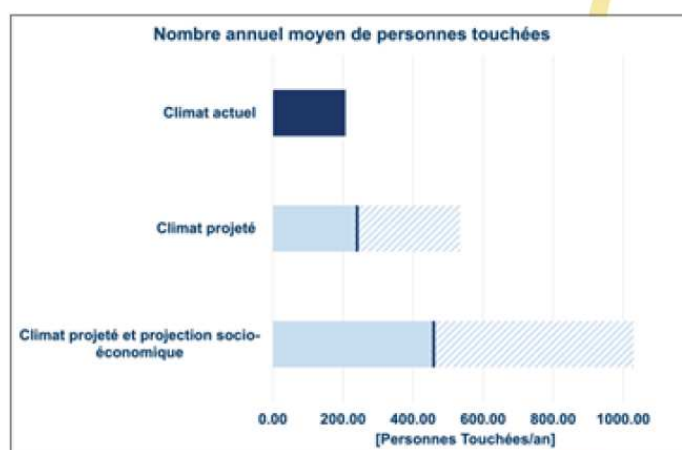
**AIRES PROTÉGÉES
SUSCEPTIBLES
D'ÊTRE INONDÉES**

Situation actuelle : 4 500 ha par an
Situation projetée : 11 500 ha par an

Fig. 2: Graphique de population potentiellement touchée par des inondations en moyen par an dans la portion béninoise du bassin de la Volta



* Carte de contexte qui montre la répartition de la population (WorldPop Unadj 2020 constrained + informations quantitatives de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique) superposée à une carte d'aléa (1000 ans).



Bassin de la Volta



Sécheresses

Burkina Faso



**PERSONNES
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉES**

Situation actuelle : 3,4 millions de personnes par an
Situation projetée : 5,6 millions de personnes par an
Localités potentiellement touchées : Région du Centre



**PERTE DE
RENDEMENT
AGRICOLE**

Situation projetée : Une réduction qui pourrait dépasser 10%
Localités potentiellement touchées : Région des Hauts-Bassins,
Région du Centre-Ouest



**PERTE ÉCONOMIQUE
POUR LA PRODUCTION
AGRICOLE**

Situation actuelle : 5,4 millions de dollars par an surtout pour le rendement du maïs
Situation projetée : 8 millions de dollars par an
Localités potentiellement touchées : Région du Centre-Ouest (+66%),
Région du Centre-Sud (+62%), Région d Sud-Ouest (+60%)



**BÉTAIL
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉ**

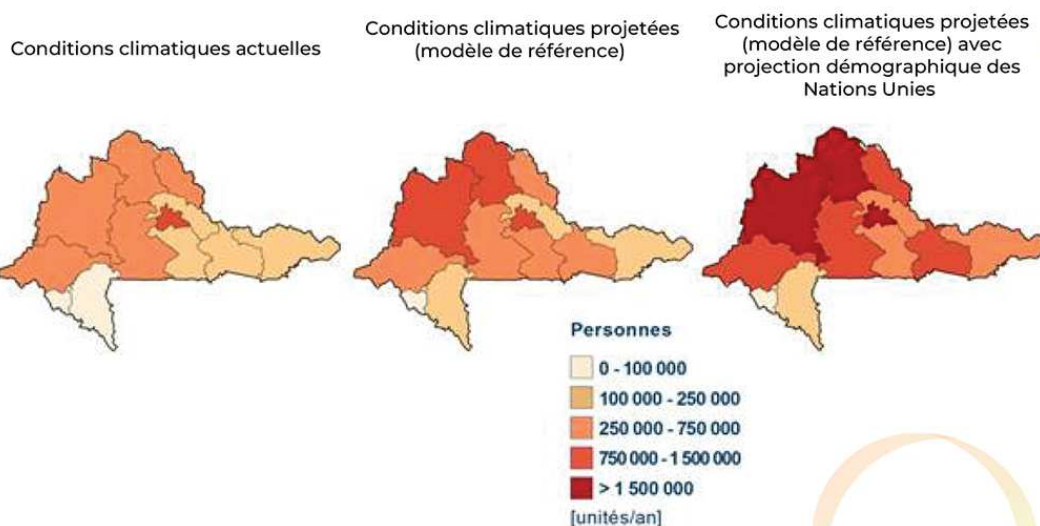
Situation actuelle : 3,8 millions têtes d'animaux par an
Situation projetée : 6,4 millions têtes d'animaux par an
Localités potentiellement touchées : Région du Nord avec plus d'animaux
exposés surtout les chèvres



**AIRES PROTÉGÉES
SUSCEPTIBLES
D'ÊTRE INONDÉES**

Situation actuelle : 420 000 ha par an
Situation projetée : 760 000 ha par an
Localités potentiellement touchées : Région du Sud-Ouest,
Région du Centre-Sud

Fig. 3: Cartes de population vivant dans des zones potentiellement touchées en moyen par an par de sécheresses sévères dans les régions de la portion burkinabé du bassin de la Volta"





Bassin de la Volta



Sécheresses

GHANA

PERSONNES
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉES

Situation actuelle : 750 000 personnes par an
Situation projetée : 1,25 Million de personnes par an, 2,2 Millions de personnes par an en considérant aussi les projections socio-économiques

PERTE ÉCONOMIQUE
POUR LA PRODUCTION
AGRICOLE

Situation actuelle : 9 millions USD / an
Situation projetée : 12 millions USD / an
Localités potentiellement touchées :
 - Région de Bono East - Région du Nord-Est
 - Région de l'Est Supérieur - Région de l'Ouest Supérieur
 - Région d'Ahafo

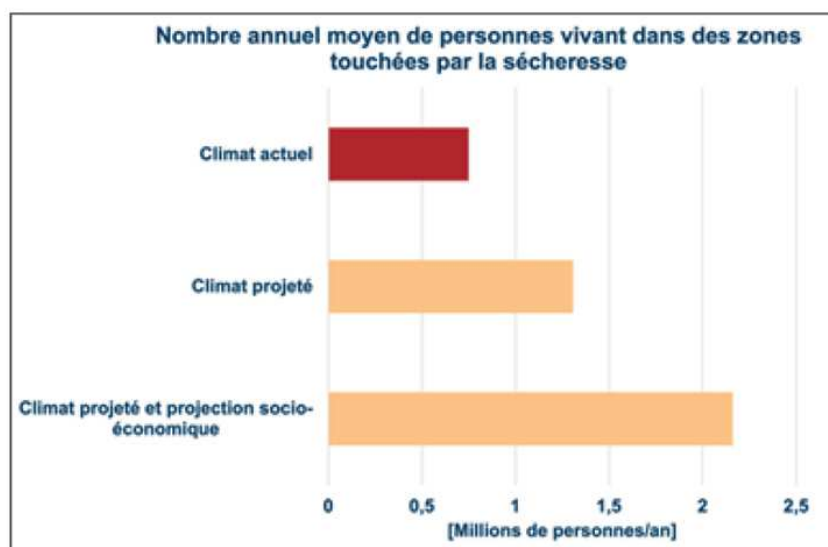
BÉTAIL
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉ

Situation actuelle : 530 000 têtes d'animaux par an
Situation projetée : 1 000 000 têtes d'animaux par an
Localités potentiellement touchées : Régions du Nord-Est, de l'Est supérieur et de l'Ouest supérieur

AIRES PROTÉGÉES
SUSCEPTIBLES
D'ÊTRE INONDÉES

Situation actuelle : 150 000 ha par an
Situation projetée : 200 000 ha par an

Fig. 2: Graphique de population vivant dans des zones potentiellement touchées en moyen par an par de sécheresses sévères dans la portion ghanéenne du bassin de la Volta





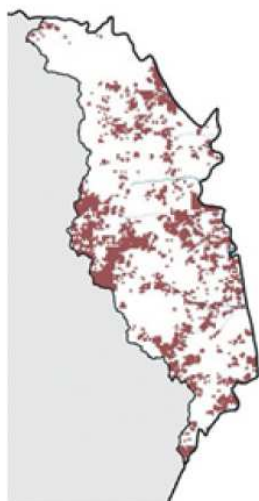
Inondations

Côte d'Ivoire

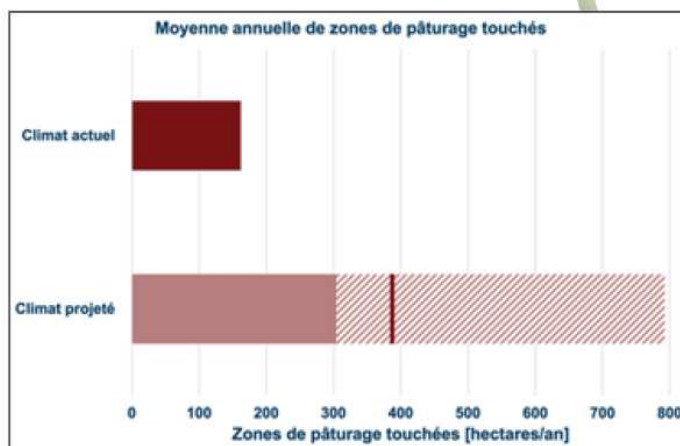
Bassin de la Volta

PERSONNES
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉES**Situation actuelle :** 20 personnes par an**Situation projetée :** Entre 25 et 130 personnes par an, 280 personnes par an en prenant en compte projections socio-économiquesPERTE ÉCONOMIQUE
POUR LA ZONE
BÂTIE**Situation actuelle :** 9 000 dollars US par an**Situation projetée :** 18 000 à 89 000 dollars US par anPERTE DE
PRODUCTION
AGRICOLE**Situation actuelle :** 42 ha par an**Situation projetée :** Entre 92 et 131 ha par anPERTE
DE PÂTURAGES**Situation actuelle :** 180 ha par an**Situation projetée :** Entre 300 et 790 ha par anIMPLICATIONS SUR LES
INFRASTRUCTURES/
ÉTABLISSEMENTS
ESSENTIELLES**Situation projetée :** 0,41 km de routes par an soit environ 12 000 dollars US**Situation projetée :** 0,8 km de routes par an soit environ 32 000 dollars US

Fig. 2: Graphique des pertes moyennes annuelles pour les zones de pâturage dans la portion ivoirienne du bassin de la Volta



* Carte de contexte qui montre la distribution des pâturages (à partir des données de couverture du sol et des données de l'initiative ASAP utilisées comme masque) superposée à une carte de référence d'aléa (1000 ans).





Bassin de la Volta



Sécheresses

MALI

PERSONNES
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉES

Situation actuelle : 230 000 personnes par an
Situation projetée : 320 000 personnes par an, 730 000 personnes par an en considérant aussi les projections socio-économiques
Localités potentiellement touchées : Région de Mopti

PERTE ÉCONOMIQUE
POUR LA PRODUCTION
AGRICOLE

Situation actuelle : 16 000 USD
Situation projetée : 21 000 USD
Localités potentiellement touchées : Région de Mopti

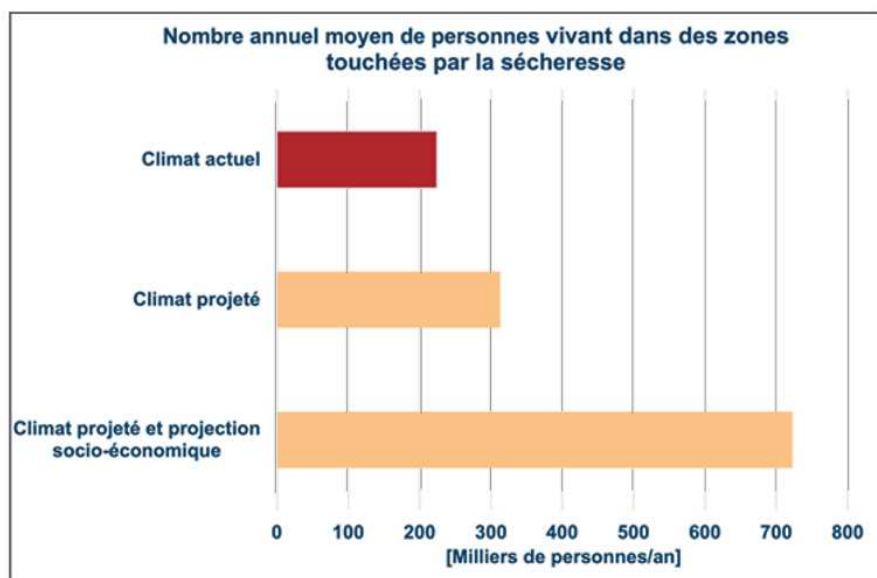
BÉTAIL
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉ

Situation actuelle : 530 000 têtes d'animaux par an
Situation projetée : 740 000 têtes d'animaux par an
Localités potentiellement touchées : Région de Mopti

AIRES PROTÉGÉES
SUSCEPTIBLES
D'ÊTRE INONDÉES

Situation actuelle : 78 000 ha par an
Situation projetée : 115 000 ha par an
Localités potentiellement touchées : Région de Mopti

Fig. 2: Graphique de population vivant dans des zones potentiellement touchées en moyen par an par de sécheresses sévères dans la portion malienne du bassin de la Volta

Volta Flood and
Drought Management

ADAPTATION FUND

WORLD
METEOROLOGICAL
ORGANIZATIONGlobal Water
Partnership
West AfricaCIMO
FOUNDATION



PHASE
2

1 PROJET

3 PAYS

3 PROJETS MODÈLES

BÉNIN, TOGO, BURKINA FASO

Projet construit sur l'expérience de Ton Futur Ton Climat (2017-2020).

Formation à la construction de foyer amélioré à Yakabissi, Bénin



Foyer amélioré construit dans le cadre de TFC au Bénin



Récolte de la production à Ramitenga (Burkina Faso)



Formation au compostage à Koakin, Saponé (Burkina Faso)



Bergerie offerte dans le cadre de TFC au Togo pour soutenir l'économie locale



Formation à la fabrication de compost à Danyi Ayépémé, Togo

OBJECTIF : Renforcer les capacités des associations et outiller les jeunes (18-35 ans) du Togo, du Bénin et du Burkina Faso à devenir promoteurs d'idées novatrices pour répondre durablement aux enjeux liés aux changements climatiques et soutenir le développement économique local.

PARTENAIRES

Financiers

Québec

Global Water Partnership

AGENCE DE L'EAU
ARTOIS - PAYS DE LA SÈVE

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Techniques

SIE-ASW-SIA

Global Water Partnership
West Africa

Global Water Partnership
West Africa
Partenariat National de l'Eau-Bénin

Global Water Partnership
West Africa
Partenariat National de l'Eau - Burkina

Confédération Démocratique du Bénin

eau vive
international

Bassin de la Volta



Sécheresses

Togo



**PERSONNES
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉES**

Situation actuelle : 195 000 personnes par an
Situation projetée : 335 000 personnes par an
Localités potentiellement touchées : Région de Kara en tête



**PERTE ÉCONOMIQUE
POUR LA PRODUCTION
AGRICOLE**

Situation actuelle : Plus de 1,4 million de dollars US par an
Situation projetée : 2,2 millions de dollars US par an
Localités potentiellement touchées : Région de Kara en tête



**BÉTAIL
POTENTIELLEMENT
TOUCHÉ**

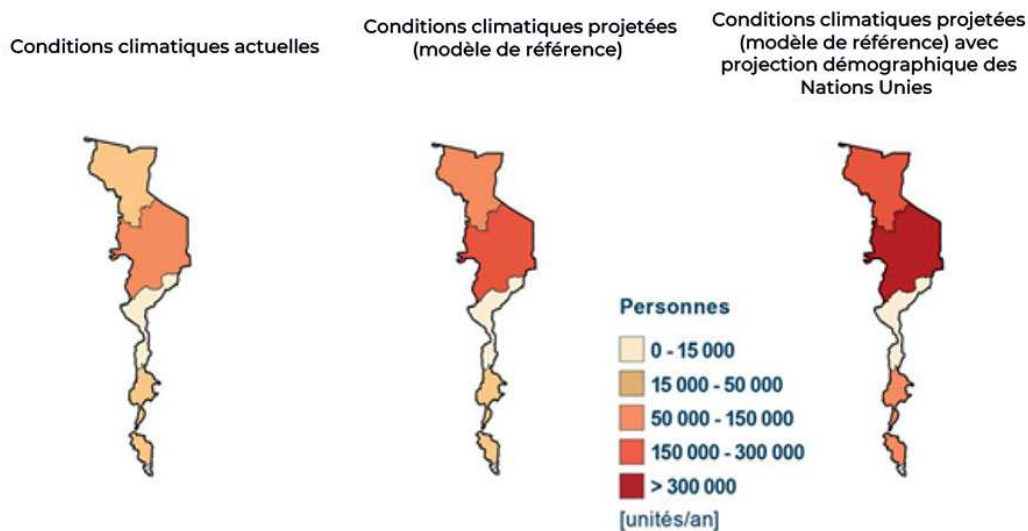
Situation actuelle : 322 000 têtes d'animaux par an
Situation projetée : 592 000 têtes d'animaux par an
Localités potentiellement touchées : Région de Kara en tête, les moutons sont le type d'animal le plus exposé



**AIRES PROTÉGÉES
SUSCEPTIBLES
D'ÊTRE INONDÉES**

Situation actuelle : 38 000 ha par an
Situation projetée : 62 000 ha par an
Localités potentiellement touchées : Région des Savanes, Région de Kara

Fig. 3 : Cartes de population vivant dans des zones potentiellement touchées en moyen par an par de sécheresses sévères dans les régions de la portion togolaise du bassin de la Volta



Programme d'investissement pour l'eau en Afrique (AIP)

PROGRAMME EAU, CLIMAT, DÉVELOPPEMENT ET ÉGALITÉ DE GENRE (WACDEP-G)
Égalité de genre et investissements en eau
résiliants au changement climatique en Afrique

AIP WACDEP-G



Bénéfices attendus

- Les investissements dans les infrastructures hydrauliques sont de plus en plus axés sur l'égalité entre les sexes, l'agenda des Objectifs de Développement Durable (ODD) et l'Accord de Paris
- Plusieurs objectifs sont atteints grâce à l'accent mis sur le genre, le changement climatique, la gouvernance de l'eau et les emplois.

- Les parties prenantes comprennent comment intégrer une approche transformatrice du genre dans la conception et la programmation
- Amélioration des moyens de subsistance des populations vulnérables au changement climatique (y compris les femmes et d'autres groupes marginalisés) grâce à la fourniture de services d'eau

Théorie de changement de l'AIP WACDEP-G



Partenaires du Programme



Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO)

Secrétariat Exécutif :
Ouaga 2000, Av. Charles B. KABORE, Porte 1673
05 BP 6552 Ouagadougou 05 • Tél. : +226 25 36 18 28 • 25 37 41 04
E-mail : gwp.westafrica@gwpao.org



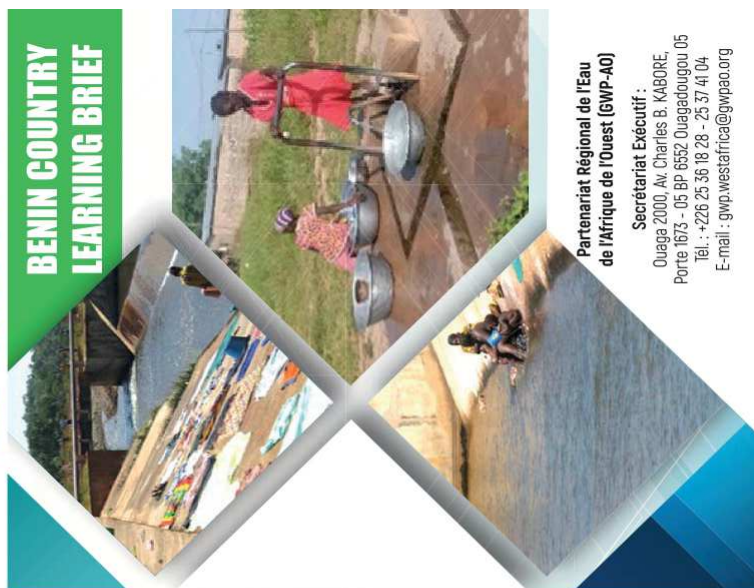
Africa Water Investment Program (AIP)

AFRICA WATER INVESTMENT SUPPORT PROGRAMME TO WATER, CLIMATE, DEVELOPMENT AND GENDER (WACDEP-G)

Gender Equality and Climate Resilient Water Investment in Africa

AIP WACDEP-G

BENIN COUNTRY LEARNING BRIEF



Partenariat Régional de l'Eau
de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO)

Secrétariat Exécutif :

Ouaga 2000, Av. Charles B. KABORE,
Porte 1673 - 05 BP 6552 Ouagadougou 05
Tél. : +226 25 36 18 28 - 25 37 41 04
E-mail : gwp.westafrica@gwpao.org

Potential Entry Points

The gender analysis conducted in Benin resulted in the following entry points for gender transformative approaches to water security and climate resilience. They are based upon structure, agency, and relations. In addition to these entry points, another priority point emerged from the workshop. Participants were concerned that transformation of culture or perceptions in favour of gender transformation needs clarification to avoid destroying endogenous tradition and culture. They concurred with a need to deepen reflections through an innovation platform at the interface of gender, water and climate resilience.

Structural level entry points

- The National Gender Promotion Policy
- Gender and Social Protection Technical Groups that bring together technical and financial partners supporting Benin
- Existing gender promotion structures (e.g. Gender and Climate Change focal point; Gender Focal Points in line ministries) in the ministries of water and climate resilience
- Existing planning institutions / mechanisms in the water and climate resilience sectors (e.g. National Committee for Climate Change, Social Change Observatory)
- Women's associations at national level

Relation level entry points

- Existing consultation frameworks or platforms in the water and climate sectors (i.e. CIE, CNE, National Climate Change Committee, National CDN Committee, etc.)
- Microfinance structures
- Professional organizations at grassroots level

Agency level entry points

- Capacity building programs for existing gender promotion organizations and institutions.
- Gender units at the level of ministries and gender focal points in sectorial ministries.

Date: 28-29 October 2020, Hôtel Bel Azur, Grand-Popo, Benin

Name	Institution
1 Agbessou K. Euloge	PNE-Bénin
2 Houanyie K. Armand	GWP-AO
3 Hountondji Fabien	UP (Université de Parakou)
4 Biao Mengzhi Wilfried	DGEC MCYDD
5 Ounakouhan C. Médard	DGEC
6 Anioloupe Cyrille	DPH
7 Baco M. Nasser	UP (Université de Parakou)
8 Hountkponou Said	IDID
9 Biokou E. Aurore	PNE-Bénin
10 Zossou Espérance	Includovate
11 Djidji Degbey	DGEau
12 Aseye Kpanou Rachel	PNE-Bénin
13 Gnanvi Appolinaire	FNEC
14 Bissou Mathieu	FNEC
15 Tossa Aurélien	DGEau
16 Ahoansou D. M. Maurice	PSA-UAC (Université d'Abomey-Calavi)
17 Mama Sami Raouf	OFFE-MASM
18 Zogo André	PNE-Bénin
19 Sajous Miranda	PNE-Bénin

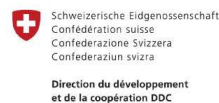
Of particular interest in the survey were issues around power, challenging hierarchies, and inclusion-as perceived in the respondent's home institution, not necessarily GWP. These issues are fundamental to gender transformative approaches because such approaches target the underlying structures and systems that keep inequalities in place.

1. Given strong resistance to cultural change around gender in Benin, WACDEP-G/Benin should immediately begin gender analysis within their organization and with key partners to understand barriers to change.
2. Develop a learning and development plan based upon the capacity needs assessment survey results. The programme's success will depend upon how well WACDEP-G Benin implements these approaches, not just the gender lead. Engage experts (including new partners) with skills in gender responsive budgeting, participatory monitoring and evaluation, gender analysis, and gender-sensitive facilitation. Have partners collaborate and lead these capacity building efforts to increase the diversity of ideas.
3. Workshop participants recommend continuous awareness and advocacy to reconcile national policies with local customs and the need for political good will at government level for continued support.
4. Facilitate cross-country learning platforms for WACDEP-G teams in Benin and Cameroon. Learning events should take an action-learning approach so lessons can be fed back into planning and implementation. This will help both teams address documented resistance to gender transformation.
5. Mandate gender analysis and gender disaggregated data in all activities.
6. Analyse, document, and promote the unique knowledge and skills of women and marginalized populations to use as leverage in decision making processes around water and climate change.
7. Generate missing data. Analyse the water, climate, and gender nexus to determine who is excluded from decision making and who benefits from women's continued exclusion. Share the evidence to stimulate civil society and NGO advocacy. Support negotiation between stakeholders by conducting gender analysis research and providing gender-disaggregated data that clearly illustrate the relationships between gender, water security, and climate resilience.

Partnership Recommendations

A list of programmes was identified as potentially relevant to WACDEP-G/Benin going forward. They cover multiple sectors, levels, programs and partners-and have many possible linkages to project activities going forward.

1. Revise partnership agreements to include language holding partners accountable for integrating gender. Help them bridge gaps to change institutional culture and entrenched behaviours.
2. Link funding tranches to gender results.



Fiche d'information



Le Projet TonFuturTonClimat, une initiative d'implication des jeunes présente l'initiative pilote:

Optimisation de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture et valorisation des énergies renouvelables au profit d'une association de jeunesse au Burkina Faso

Le projet Optimisation de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture et valorisation des énergies renouvelables au profit d'une association de jeunesse au Burkina Faso a été mis en place pour accroître la résilience des jeunes ruraux face au changement climatique à travers l'utilisation de technologies économes d'eau et d'énergie pour la production agricole et l'amélioration de leur employabilité tout en faisant d'eux des acteurs de développement dans leur communauté.

Cette initiative est réalisée dans le cadre du projet #TonFuturTonClimat financé par le Gouvernement du Québec, la Coopération Suisse, l'Agence de l'Eau Picardie et le GWP.



Où se situe cette action ?

L'action eu lieu à Saponé dans la commune rurale de Koakin ainsi qu'à Ramitenga dans la commune rurale de Loubila".

Pour quoi ce projet ?

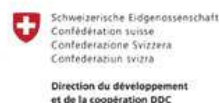
Ce projet a permis d'accroître la résilience des jeunes ruraux face au changement climatique à travers l'utilisation de technologies économes d'eau et d'énergie pour la production agricole et l'amélioration de leur employabilité tout en faisant d'eux des acteurs de développement dans leur communauté.

Quels sont les bénéficiaires ?

Dans le cadre de ce projet, deux associations de jeunesse ont été identifiées comme bénéficiaires du projet à savoir l'association Jeune La Touma de Saponé et l'association Sidwaya de Ramitenga.

Le village de Ramitenga est localisé dans la Commune rurale de Loubila qui est située dans la province de l'Ouhritenga plus précisément dans la Région du Plateau Central. Ce site se trouve à environ trente-cinq (35) kilomètres de la capitale politique, Ouagadougou, avec une population à majorité agriculteurs. Avec une végétation fortement anthropisée et constituée de parc agroforestier et de savane claire arborée à arbustive, le village de Ramitenga est caractérisé par des sols peu évolués d'érosion sur matériau gravillonnaire (sableux, argilo sableux et sablo argileux). Toutefois, à l'instar des autres parties du Burkina, ce village fait toujours face à une variabilité climatique caractérisée par l'irrégularité de la pluviométrie et une forte dégradation des terres. Cela affecte considérablement la production agricole et peut provoquer à long terme la famine. Il est donc impératif de répondre aux attentes des agriculteurs à travers des techniques plus appropriées et adaptées au contexte climatique.





Fiche d'information

Le Projet TonFuturTonClimat, une initiative d'implication des jeunes présente l'initiative pilote:

Projet d'Appui aux Jeunes pour la Protection de l'Eau, de l'Environnement et des Sols (PAJPEES) AU TOGO

Le projet d'Appui aux Jeunes pour la Protection de l'Eau, de l'Environnement et des Sols (PAJPEES) vise à contribuer au développement durable à travers l'amélioration des conditions de vie des jeunes de Danyi Apéyémé-Todomé.

Cette initiative est réalisée dans le cadre du projet #TonFuturTonClimat financé par le Gouvernement du Québec, la Coopération Suisse, l'Agence de l'Eau Picardie et le GWP.



De quoi s'agit-il ?

La localité de Danyi-Apéyémé-Todomé est située à 185 km au nord-ouest de la ville de Lomé, capitale du Togo. Sa population majoritairement jeune, est estimée à environ 8 500 habitants en 2010. C'est une zone montagneuse (800 m) et très accidentée. Le climat est de type soudano-guinéen avec deux saisons de pluies. Le secteur primaire (agriculture, élevage...) reste le secteur majoritaire d'activités des populations avec un taux avoisinant les 80% (INSEEDD 2010). La pauvreté touche la majorité des populations notamment les jeunes qui n'ont pas d'autres options que de migrer vers les grandes villes. En plus des problèmes économiques, les populations font face aux problèmes climatiques qui affectent leurs revenus agricoles déjà faibles.

Où se situe cette action ?

Cette action a eu lieu à Danyi Apéyémé-Todomé (Togo)

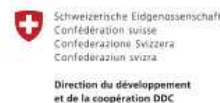
Pour quoi ce projet ?

Ce projet a permis de contribuer au développement durable à travers l'amélioration des conditions de vie des jeunes de Danyi Apéyémé-Todomé ainsi qu'à la mise en œuvre des actions intégrées de protection des sols, de l'eau et de l'environnement pilotées par les jeunes.

Quels sont les bénéficiaires ?

Les bénéficiaires de ce projet sont les Jeunes professionnels du secteur Eau-Hygiène-Assainissement-Environnement (EHAE), les membres d'organisations de jeunes et les habitants du village de Danyi-Apéyémé-Todomé.





Fiche d'information

Le Projet TonFuturTonClimat, une initiative d'implication des jeunes présente l'initiative pilote:

Appui à la restauration des écosystèmes de la tête de bassin de la Mékrou et à l'éducation environnementale au Bénin

Le projet d'Appui à la Restauration des Ecosystèmes de la tête de bassin de la Mékrou et à l'éducation environnementale dans la commune de Kouandé est une initiative mise en œuvre par le Partenariat National de l'Eau du Bénin (www.gwppnebenin.org) en vue de restaurer les écosystèmes de la tête de bassin de la Mékrou qui sont dans un état de dégradation très avancé.

Cette initiative est réalisée dans le cadre du projet #TonFuturTonClimat financé par le Gouvernement du Québec, la Coopération Suisse, l'Agence de l'Eau Picardie et le GWP.



De quoi s'agit-il ?

La rivière Mékrou, longue de 410 km, est l'un des trois principaux affluents du fleuve Niger au Bénin qui prend sa source à 460 m d'altitude environ, sur les flancs des monts de Birni. Le bassin de la Mékrou est partagé par le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. Il a une superficie de 10.500 km². Les Têtes du Bassin Versant de la rivière Mékrou sont situées au Bénin dans le Département de l'Atacora, plus précisément dans la Commune de Kouandé. Ces Têtes de Bassin Versant de la Mékrou (TBV-Mékrou) sont des écosystèmes importants pour le fonctionnement hydrologique de la rivière. Elles regorgent assez de potentialités et offrent beaucoup de biens et services aussi bien pour la communauté riveraine que pour l'environnement. A Birni, cet écosystème est confronté à une forte dégradation de ses ressources naturelles due à une forte pression humaine (recherche de terres agricoles fertiles et humides, recherche du bois énergie, etc.). Face à ces constats et conformément à la mission que le réseau PNE-Bénin s'est engagé dans les actions de restauration des écosystèmes de la tête de bassin en vue de préserver les ressources en eau du sous-bassin de la Mékrou au Bénin et pour l'ensemble du bassin.

Où se situe cette action ?

Cette action s'est tenue dans la commune de Kouandé à la Tête du bassin de la Mékrou.

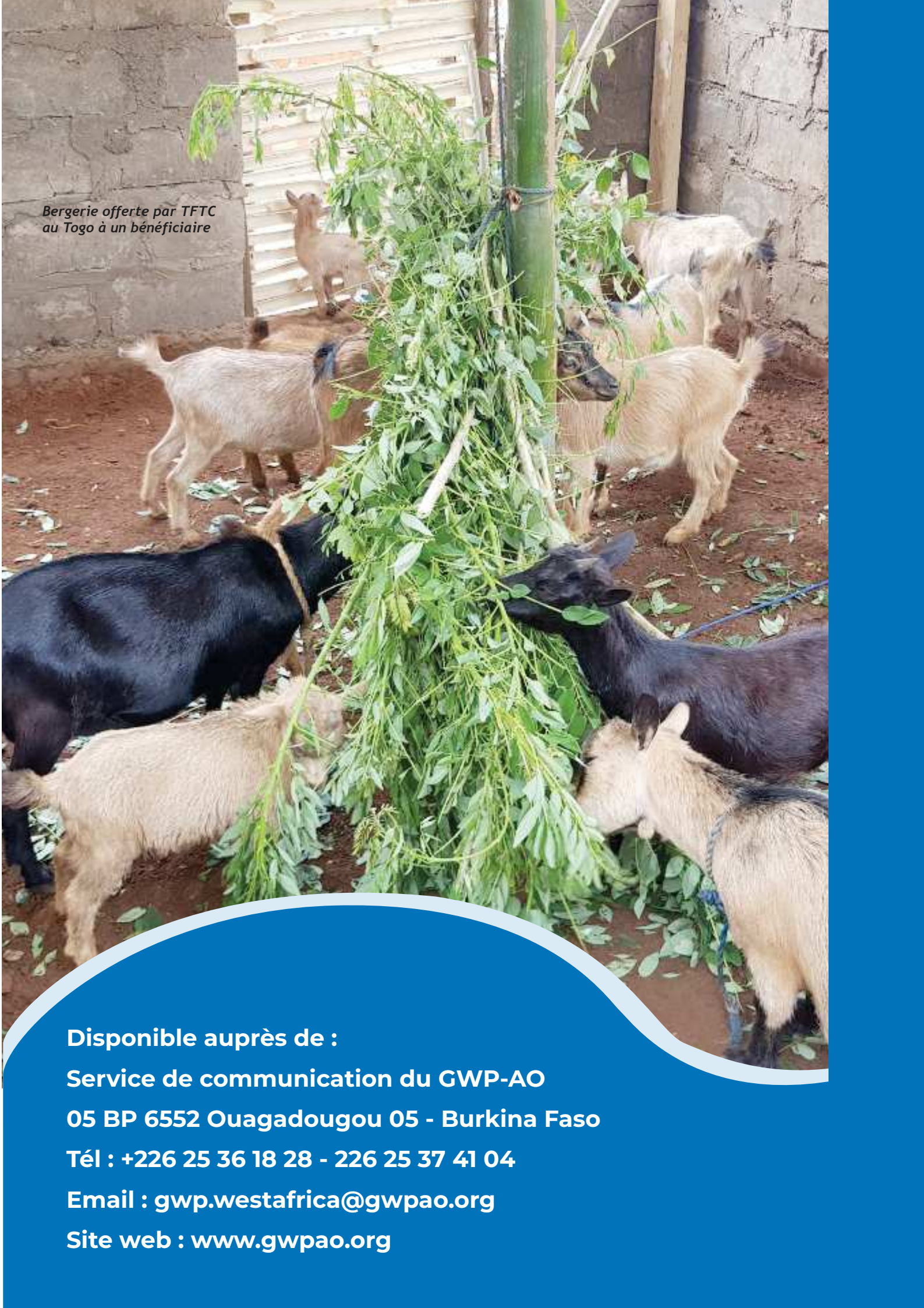
Pour quoi ce projet ?

Ce projet a pour objectif global de contribuer à la restauration des écosystèmes de la Tête de Bassin Versant (TBV) de la Mékrou à travers la mobilisation de la couche juvénile et l'éducation environnementale. Spécifiquement, il s'agissait d'améliorer la connaissance des jeunes écoliers et élèves sur les impacts des changements climatiques sur les écosystèmes de la tête du bassin de la Mékrou à travers une éducation environnementale et de réduire les dégradations des écosystèmes de la tête de bassin de la Mékrou grâce à la transformation des pratiques agricoles et la mise en place de foyers améliorés.

Quels sont les bénéficiaires ?

Les bénéficiaires de ces actions sont les Ecoliers / Collégiens, les Jeunes femmes et hommes ruraux et jeunes artisans de la commune de Kouandé.





*Bergerie offerte par TFTC
au Togo à un bénéficiaire*

Disponible auprès de :

Service de communication du GWP-AO

05 BP 6552 Ouagadougou 05 - Burkina Faso

Tél : +226 25 36 18 28 - 226 25 37 41 04

Email : gwp.westafrica@gwpao.org

Site web : www.gwpao.org



Film de capitalisation du projet #TFTC 1 Benin



Mekrou poste autonome à Tamou